

La recherche économique au Maroc : une esquisse du champ disciplinaire*

« Le gain de la recherche, c'est la recherche elle-même. »

S^t-Grégoire de Nysse, *Homélies sur l'ecclésiaste*

« La recherche comporte et comportera toujours une part d'activité créatrice. »

Pierre Joliot, *la Recherche passionnément*

Introduction

Une mise en perspective historique de la recherche en sciences économiques au Maroc depuis l'indépendance met en évidence plusieurs trajectoires (section 1) correspondant à des configurations différentes de la recherche académique en termes de champs thématiques, de contenu analytique et méthodologique (section 2).

Pour appréhender ces tendances, qui ne sont pas sans lien avec l'évolution du contexte et des enjeux au niveau à la fois national et international, il y a lieu de prendre en compte les institutions et les stratégies (section 3) dédiées à la recherche en sciences économiques afin de diagnostiquer ses faiblesses et d'explorer ses forces et les conditions de son développement en interaction dynamique avec les besoins en termes de connaissance de l'environnement national et avec les exigences imposées par les standards scientifiques internationaux.

1. Trajectoires

A l'origine, les premières thèses de doctorat soutenues au sein des universités françaises définissent une première trajectoire de recherche allant de 1965 à 1970. Ces travaux, relayés au niveau des enseignements d'économie à l'université, vont contribuer à un formatage de la recherche et à son indexation sur le standard international.

Marquée par une accélération relative du rythme des soutenances de thèse au sein des universités à la fois étrangères (notamment françaises) et nationales (universités Mohammed V de Rabat et Hassan II de Casablanca notamment), la seconde trajectoire, plus longue (1970-1995), correspondant à des thèses préparées, encadrées et soutenues au sein des universités nationales, va connaître une diversification du champ thématique et le

Nouredine El Aoufi

Université
Mohammed V-Agdal
(nourddine.elaoufi@gmail.com)

* Ce texte est à l'origine un rapport réalisé dans le cadre de l'étude sur « L'évaluation du système national de la recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales », ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Formation des cadres et de la Recherche scientifique, 2009 (sous la direction de Mohamed Cherkaoui).

développement de travaux portant sur des thèmes moins généraux et plus sectoriels, avec un contenu empirique accru.

A partir de 1995, notamment suite à la réforme du troisième cycle, il y a lieu d'observer une tendance à la prolifération de travaux de niveau DESA et de thèses nationales, accompagnée d'une chute brutale du nombre de thèses d'Etat.

1.1. Au commencement, la thèse

Les premiers jalons de la recherche nationale en sciences économiques au Maroc remontent aux années 60 et ont été posés d'abord à l'Université... française. En effet, en l'absence d'un cycle doctoral au sein de l'Université marocaine, les doctorants n'avaient pas d'autre choix à l'époque que d'aller s'inscrire dans une université française (Paris, Bordeaux ou Grenoble, notamment).

Les quelques thèses soutenues entre 1965 et 1975 ont toutes porté sur des problématiques correspondant aux enjeux nationaux au lendemain de l'indépendance : l'évolution de l'investissement public et privé depuis le protectorat jusqu'en 1965 (Belal, 1966) ; l'assistance technique étrangère (Oualalou, 1968), le système d'intermédiation financière nationale (Benamour, 1968), l'entrepreneur comme nouvelle figure d'élite au Maroc (Berrada, 1968), etc.

Ces travaux pionniers sont et demeurent de haute facture au plan de la forme et des conventions de recherche, comme au niveau du fond et de la qualité scientifique. La thèse de Aziz Belal constitue, à cet égard, aujourd'hui encore un standard élevé et continue de servir d'étalon – en termes de *benchmarking* – aux thèses en cours. Tous les ingrédients formels, méthodologiques et analytiques y sont réunis : pertinence de la problématique de recherche, cohérence des hypothèses et des inférences, validité du cadre d'analyse articulant principes théoriques et données factuelles, usage personnel et distanciation critique par rapport au référentiel à la fois théorique et factuel, originalité de l'analyse et des conclusions, etc. Un modèle de rigueur scientifique contenant, en creux, un « mode d'emploi » pour une thèse de qualité.

Ce qui caractérise la plupart de ces travaux, outre une composante théorique substantielle, c'est une prise en compte des données empiriques produites sur l'économie marocaine. Il importe de souligner qu'au cours de cette période les statistiques officielles sont encore non seulement peu disponibles mais demeurent fort rudimentaires et le système d'information économique national insuffisant et fermé aux chercheurs, ce qui dès lors donne une « valeur intrinsèque » particulière à la part factuelle contenue dans une thèse, le statut d'« élite universitaire » octroyant aux chercheurs une position privilégiée dans les représentations des décideurs sans commune mesure avec la situation de dévalorisation que le statut d'enseignant-chercheur

et le milieu universitaire vont connaître par la suite (Cherkaoui, 2007). De fait, la participation, dans les années 1958-1960 (gouvernement Abdellah Ibrahim), de certains chercheurs (A. Belal, M. Lahbabi) à l'élaboration du Plan quinquennal 1960-1964 et à la création d'un secteur public national (Banque du Maroc, BRPM, BEPI, OCP, etc.) n'est cependant pas étrangère à la qualité factuelle des travaux effectués.

L'exigence de mettre en place les bases d'une indépendance économique du pays, en particulier le volontarisme politique du gouvernement A. Ibrahim, n'a pas manqué de mobiliser au sein de l'Administration, à côté des étrangers, des équipes, certes limitées, de cadres marocains réservant une place de choix aux universitaires. En témoignent les travaux du Plan quinquennal 1960-1964 imprégnés par une approche académique imputable à ces chercheurs et dont les résultats seront largement exploités par ces derniers dans leurs travaux de thèse.

L'année 1970 va connaître la soutenance pour la première fois à l'Université marocaine d'une thèse de doctorat en sciences économiques : « Les investissements entrepris et projetés dans le cadre du développement agricole au Maroc : leur orientation et leurs problèmes » de Abdeljalil Agourram, sous la direction de A. Belal. Une seconde soutenance aura lieu quatre ans plus tard seulement et le rythme ne dépassera pas 1,5 thèse par an en moyenne sur la période 1970-1985.

Le dispositif de thèse est de type « classique », en termes à la fois d'exigence, de format et de profil du doctorant. Celui-ci, enseignant à l'université ou cadre supérieur de l'administration, doit conduire ses recherches parallèlement à son travail professionnel, le statut d'enseignant offrant naturellement plus de temps au chercheur, celui de cadre favorisant, en revanche, l'accès à l'information. Le travail de recherche est accompli comme un apprentissage individuel, l'encadrement se limitant à quelques échanges portant sur la définition du sujet de thèse et sur la fixation de la date de soutenance et la composition du jury. À l'arrivée, la qualité du produit dépend beaucoup plus de l'exigence et de la norme que se fixe le chercheur en fonction de ses dispositions personnelles que le résultat d'un exercice collectif d'encadrement et d'échange avec le directeur de thèse et avec les pairs. L'encadrement est assuré, à l'échelle nationale, pour l'essentiel par moins de cinq enseignants-chercheurs jusqu'en 1985 et par moins de dix jusqu'à la moitié des années 90.

Le faible nombre de thèses accomplies s'explique par deux éléments : d'abord la préférence pour l'emploi dans l'administration publique, celle-ci se trouvant, jusqu'au milieu de la décennie 80, dans une situation structurelle d'offre d'emploi pour les diplômés de niveau licence ; ensuite, les routines installées en termes de contraintes de qualité et de temps (une dizaine d'années en moyenne) fonctionnent pour beaucoup de doctorants comme un facteur d'aversion pour le travail de thèse.

Le retournement brutal du marché de l'emploi des diplômés opéré au milieu des années 80, en correspondance de phase avec la mise en application en 1983 du Programme d'Ajustement structurel (PAS), constitue un point d'inflexion majeur dans la trajectoire. Traduisant une crise profonde du système éducatif, en général, et de l'enseignement supérieur, en particulier, le phénomène du chômage des diplômés, qui va atteindre des niveaux sans précédent au début des années 90 (justifiant ainsi la création du Conseil national de la jeunesse et de l'avenir en 1990), va opérer un « déversement » vers le troisième cycle comme un pis-aller en attendant de trouver un emploi. Dans l'ancien régime, le diplôme d'études supérieures (DES), obtenu suite à la soutenance d'un mémoire, permet d'améliorer l'employabilité des jeunes en les faisant accéder statutairement à l'échelle 11 dans l'administration publique. Le mémoire de DES constitue une séquence importante d'initiation à la recherche qui, dès le départ, a imposé des normes en matière de forme et de fond faisant de l'exercice une épreuve exigeante et, par conséquent, dépassant le plus souvent le délai fixé pour sa préparation par la loi (3 à 5 ans au lieu de 2 ans). De fait, certains mémoires (soutenus notamment sur la période 1968- 1985), de par leur rigueur analytique, sont d'une qualité tout à fait comparable aux thèses de doctorat. Mais en général, il s'agit de travaux peu rigoureux et à contenu analytique faible amorçant une tendance au nivellement par le bas, tendance renforcée par le gel des recrutements au sein des universités imposé par le PAS et ses conséquences sur l'encadrement. L'accroissement quantitatif des travaux de recherche va dès lors s'opérer au détriment de leur qualité (plus de 300 mémoires soutenus entre 1968 et 2002 dans la seule Université Mohammed V, contre 50 thèses environ).

Le mouvement des doctorants « malgré eux » connaîtra, avec le nouveau régime (1997), une nette accélération : une centaine de thèses de doctorat national soutenues à l'université Mohammed V-Agdal entre 1999 et 2005, soit environ 15 thèses par an contre moins de 1,5 thèse de doctorat d'Etat (1968-2005) et moins de 10 mémoires de DES (1968-2002). La même tendance, observée à l'échelle nationale (tableau 1), fait apparaître sur la période 1995-2005 une variation du nombre de thèses autour d'une moyenne par an inférieure à 25 thèses (fréquence cinq fois plus faible qu'en droit).

La dégradation de la qualité des travaux de recherche universitaire s'explique, outre le faible taux d'encadrement (une quinzaine de professeurs de l'enseignement supérieur au total), par une tendance au relâchement de celui-ci sous le double effet de la spécialisation disciplinaire et de la désincitation de la fonction d'encadrement :

- d'une part, les sujets de thèse, de plus en plus diversifiés et spécialisés, continuent d'être encadrés selon une logique « généraliste » que renforce l'absence de moyens et de structures d'accueil des doctorants (équipes de recherche, laboratoires, etc.) au sein des établissements universitaires ;

– d'autre part, le phénomène de « déclassement » en termes à la fois de position et de disposition (selon une terminologie de P. Bourdieu) ayant affecté à partir des années 80 la profession d'enseignant universitaire (Cherkaoui, 2007), nombre d'enseignants trouvèrent une solution, notamment matérielle, dans un cumul d'activités professionnelles (enseignement dans le privé, consultation, expertise, etc.), limitant ainsi leurs engagements professionnels à l'université à la seule composante enseignement.

Cette nouvelle trajectoire, qui va se poursuivre tout au long de la décennie 90, ne manquera pas de se traduire par un véritable effet d'éviction sur la recherche académique par les études et les rapports commandés par l'administration, le secteur privé et les organismes internationaux.

Tableau 1

Doctorat et doctorat d'Etat en sciences économiques et en droit (1995-2005)

	95/96	96/97	97/98	98/99	99/00	00/01	01/02	02/03	03/04	04/05
Sciences économiques	26	33	19	34	19	17	22	22	24	18
Sciences juridiques	126	159	94	168	93	82	110	106	118	86
Total	152	192	113	202	112	99	132	128	142	104

Source : Ministère de l'Enseignement supérieur.

1.2. De la thèse à l'expertise ou la mauvaise recherche chasse la bonne

Les années 1985-1995 correspondent à la mise en œuvre du PAS (1983-1993), le rétablissement des équilibres fondamentaux visant la libéralisation et l'ouverture de l'économie nationale par le moyen de réformes institutionnelles (El Aoufi *et al.*, 2005). L'inflexion ainsi opérée en termes de politique économique prend appui sur le modèle macro-économique du FMI, en vogue à l'époque dans la plupart des pays en développement, donnant lieu à une série de rapports et d'études sur les structures, les modes de fonctionnement de l'économie nationale ainsi que sur les effets espérés de l'application du PAS. Dans cette perspective, plusieurs chercheurs ont voulu trouver, outre un complément non négligeable de revenu, l'opportunité de réaliser des travaux et des analyses fondés sur une démarche plus empirique, exonérée des justifications théoriques et délestée de l'appareil académique (revue de la littérature, validation du cadre d'analyse, pertinence des hypothèses de recherche, références bibliographiques, etc.). De fait, impliquant un travail de groupe, le principe des études présente plusieurs externalités positives par rapport au modèle de la thèse, lequel est vécu, dans les conditions d'encadrement décrites plus haut, comme un apprentissage individuel et solitaire de la recherche. La présence d'experts internationaux au sein des

équipes de pilotage scientifique permet de favoriser un échange technique et méthodologique et un transfert de compétence en matière d'élaboration du protocole d'enquête, de maîtrise d'outils d'analyse, de pratique du terrain, de conduite d'entretien, d'exploitation des résultats, de modélisation, etc. Certaines études sont, en l'occurrence, de véritables exercices d'acquisition de connaissances méthodologiques et de formation aux techniques d'investigation offrant ainsi des possibilités de « pratique de la recherche par la recherche » qui – comme on l'a déjà dit – font défaut au sein de l'Université.

Tirant profit de cette expérience, des bureaux d'études nationaux se sont multipliés dans les grandes villes du pays, réussissant à emporter des marchés face même quelquefois à la concurrence internationale. Ce qui n'a pas manqué de contribuer à faire émerger un marché national d'expertise et à exercer une forte attraction sur la communauté des enseignants-chercheurs toutes catégories confondues (professeurs, professeurs habilités ou maîtres de conférence, professeurs assistants ou maîtres-assistants).

L'analyse, à grands traits, de la « littérature grise » produite tout au long de cette période fait apparaître une série de faits stylisés :

i) **Une utilité immédiate.** Tout d'abord il s'agit d'études portant sur des problématiques sectorielles et thématiques à périmètre souvent limité. Prenant en compte les contraintes de format, de délais et/ou de budget, de telles études débouchent la plupart du temps sur des résultats ponctuels, à utilité immédiate.

ii) **Un contenu empirique.** Ensuite, le contenu empirique est prédominant, aussi bien dans les enquêtes qualitatives que dans les élaborations économétriques. La substance plus ou moins extensive ou intensive de ces travaux constitue, dès lors, un élément de différenciation lié à la qualité des experts et consultants, au degré de leur maîtrise des techniques d'investigation et d'analyse, voire à la densité des liens faibles et des réseaux dont ils bénéficient au sein de l'administration publique, du monde des affaires, des associations professionnelles (patronales et syndicales).

iii) **Une expertise segmentée.** Parallèlement aux rapports effectués par les organismes internationaux (Banque mondiale, FMI, PNUD, Unicef, notamment) s'est progressivement développée une modalité nationale d'expertise et de consultation à la fois privée (bureaux d'études) et publique (administration). Les premiers, produits de façon récurrente dans le cadre de stratégies propres à ces organismes au niveau mondial, visent à peser sur la décision des pouvoirs publics dans les pays en développement et à infléchir leurs politiques économiques en cohérence avec les exigences de l'ouverture et du libre-échange. Rares et strictement confidentiels au cours des années 60 (rapport du FMI sur la crise financière du pays) et 70 (rapport de la Banque mondiale sur les salaires), ces rapports vont se succéder à un rythme accéléré à partir des années 80, en relation avec la libéralisation et les privatisations, pour devenir à partir des années 90 une source d'information, d'inspiration et d'aide à la décision. Allant de la macroéconomie budgétaire, monétaire

et financière (FMI) aux questions plus spécifiques du travail des enfants (Unicef), de micro-crédit et de lutte contre la pauvreté (Banque mondiale), de mise à niveau des entreprises (Union européenne, GTZ) en passant par la problématique du développement humain (PNUD) et de la gouvernance (PNUD Banque mondiale), les champs abordés correspondent à des choix stratégiques et à des priorités en termes de stabilisation et d'ajustement. Quant à l'expertise nationale, elle intervient à un niveau moins global et plus spécifique et porte en général sur des questions plus micro-économiques concernant l'action d'une organisation publique (administration, collectivités locales) ou privée en matière de management, de gestion des ressources humaines, d'audit, etc.

iv) **Crédibilité et fiabilité.** Cette hiérarchie en termes de niveaux d'intervention se double aux yeux des décideurs publics d'une plus grande fiabilité des rapports élaborés par les organismes internationaux dont les recommandations ont, de ce fait, plus de chance de sortir des tiroirs et d'être prises en compte dans l'action publique. Une telle crédibilité, loin d'être justifiée du point de vue de la communauté des économistes et experts nationaux, semble se fonder sur deux éléments : d'une part, la mise en œuvre des préconisations des experts internationaux est souvent assortie d'un appui financier et d'un accompagnement technique de la part des bailleurs de fonds ; d'autre part, bénéficiant de l'accès direct à l'information disponible, les experts internationaux peuvent mobiliser des outils plus puissants d'analyse quantitative et de modélisation.

v) **L'avantage différentiel de l'expertise nationale.** En revanche, il convient de souligner l'avantage comparatif que présente l'expertise nationale, du fait de son ancrage, en termes de pertinence et de capacité d'appréhender de façon plus qualitative et plus approfondie le terrain, de capturer les fonctionnements complexes de l'économie nationale et de saisir les subtilités psychologiques et culturelles des comportements individuels et collectifs. Perçue par les experts nationaux comme une « discrimination », la préférence internationale est d'autant moins « défendable » qu'à leurs yeux elle est sujette à caution dès lors que sa démarche hypothético-déductive procède d'une vision univoque et réductrice de la réalité des pays en développement, rappelant ainsi les critiques faites par un « insider » (Stiglitz, 2002, p. 78-79) dans les termes suivants : « Les critiques contre les conditions du FMI ne portaient pas sur leur nature et sur les moyens par lesquels on les imposait, mais aussi sur la façon dont on les élaborait. La procédure normale du Fonds consiste à rédiger un projet de rapport avant de se rendre dans le pays client. La visite n'a pour but que d'affiner ce projet et ses recommandations et de repérer d'éventuelles erreurs grossières. En pratique, le projet de rapport est souvent ce que l'on appelle un *boilerplate* : on y insère des paragraphes entiers empruntés au rapport d'un autre pays. Rien de plus simple, avec le traitement de texte. Une histoire, peut-être apocryphe, veut qu'un jour,

un logiciel de traitement de texte ayant omis de faire un «rechercher-remplacer», le nom du pays auquel un rapport avait été emprunté dans sa quasi-totalité soit resté dans le document mis en circulation. S'agissait-il d'un cas unique s'expliquant par l'urgence? Il est difficile de le savoir, mais cette bourde réelle ou supposée a renforcé dans bien des esprits l'image du rapport «taille unique».

Au-delà de leur pertinence, les préconisations contenues dans les rapports internationaux tirent leur fondement théorique du paradigme dominant et ressortissent, de façon implicite, au programme de recherche néo-classique. Mobilisant les résultats théoriques et empiriques les plus récents du modèle standard, ces rapports tentent de traduire en politique économique et en dispositifs de réforme et d'action les concepts, les conjectures et les axiomes issus des élaborations théoriques.

Une telle traverse de la théorie à la politique économique est précisément ce qui permet d'octroyer du crédit aux travaux d'expertise et d'en faire un prolongement positif et pragmatique de la recherche fondamentale et normative. Un prolongement mais aussi, en retour, un test de vérification et de réfutabilité des élaborations théoriques et des principes méthodologiques propres au développement du procès de production scientifique.

La réforme du troisième cycle de 1997 constitue, comme le suggère le point qui suit, l'amorce d'une restructuration de la recherche universitaire.

1.3. Vers une résilience de la recherche ?

La «mauvaise recherche chasse la bonne»: la «défection» d'enseignants-chercheurs dans les années 1985-1995 et l'attraction exercée sur nombre d'entre eux par le monde de la consultation et de l'expertise ont été à l'origine de la détérioration de la qualité des thèses et de la redondance des thèmes abordés, la réplication des approches, des analyses et des méthodes débouchant sur un phénomène d'entropie de la recherche au sein de l'Université.

Une telle tendance fut atténuée par la mise en œuvre en février 1997 de la réforme du troisième cycle instituant le système des unités de formation et de recherche (UFR) qui, tout en introduisant les critères de «sélection», favorise la mise en place de structures d'appui à la recherche et d'encadrement des mémoires de DESA et des thèses de doctorat.

L'effet de «résilience» produit par le système des UFR sur la recherche universitaire peut être appréhendé à deux niveaux:

- Le premier concerne l'organisation du travail d'encadrement en équipes d'enseignants assurant sous la coordination du responsable de l'UFR les différentes séquences du processus de préparation d'un mémoire ou d'une thèse, depuis le choix du sujet jusqu'à la soutenance en passant par l'élaboration de la problématique et des hypothèses de recherche, le protocole d'enquête, l'accès au terrain, etc. Ce schéma, certes théorique,

n'en constitue pas moins un dispositif institutionnel optimal susceptible de structurer un processus auto-entretenu de recherche et de créer les routines propres à une pratique scientifique au sein de l'Université.

– Le second effet a trait au *Research Design* et aux orientations thématiques des travaux de mémoire de DESA et de thèse de doctorat. Le principe d'accréditation des UFR implique une définition à la fois des séminaires de formation (DESA) et des axes de recherche (doctorat), ce qui est de nature à assurer aux travaux de recherche effectués au sein des UFR les conditions de cohérence et de continuité nécessaires au processus cumulatif de recherche et à l'amélioration de sa substance scientifique. De fait, on a pu observer une tendance à une plus grande diversification des sujets de mémoire et de thèse, d'une part, à une spécification accrue des problématiques et des hypothèses de recherche, d'autre part.

Toutefois, dans la pratique, la prépondérance des cours et des examens, en prolongement et en duplication du modèle de la licence, tend à réduire à la portion congrue la composante recherche. De sorte que les mémoires de DESA sont très vite devenus de simples «rapports de fin d'études», ne comportant nulle valeur ajoutée et effectués en grande partie selon la technique du «copier-coller». La soutenance «en série» de ces travaux ne permettant guère, dans ces conditions, d'en assurer l'évaluation et le contrôle, la plupart des mémoires acceptés sont, d'un point de vue strict, tout sauf des travaux de recherche : problématique réduite à une liste plus ou moins exhaustive de questions, revue de littérature déclinée en termes d'inventaire «à la Prévert», structure du plan désarticulée et éclatée en deux parties disjointes, théorique et empirique, données statistiques incohérentes, discontinues et poreuses, usage peu rigoureux des citations et des références bibliographiques, etc.

Exercice d'apprentissage de la recherche, le mémoire de DESA a, en principe, pour finalité la mobilisation et la mise en application des ressources essentielles de la recherche scientifique : l'appropriation théorique et méthodologique, la pratique du terrain, l'analyse critique, l'usage des conventions formelles de recherche. Force est de constater que ces lacunes devenues structurelles vont se retrouver amplifiées au niveau des thèses de doctorat. Elles seront reproduites, pour ainsi dire, par un phénomène de «mimétisme par le bas».

Un autre facteur mérite d'être souligné : la quasi-totalité des titulaires de DESA abandonne le cycle doctoral, attirée par le marché de l'emploi, le DESA améliorant nettement leur employabilité (échelle 11 dans l'administration publique). L'institution en 2005 d'un système d'allocations de recherche pour les doctorants (200 bourses par an au niveau national d'un montant de 2 300 dirhams par mois pendant 36 mois) n'est, apparemment, pas suffisamment incitative pour s'engager, sur une durée minimum de trois ans, dans une thèse de doctorat.

Dans la même optique, la faiblesse des moyens matériels ou, plutôt, les rigidités liées au mode de gestion centralisée des budgets affectés aux UFR n'ont pas été sans conséquences sur la mise en place de structures de recherche (groupes de recherche, laboratoires) et sur la définition de stratégies de recherche appropriées : rares sont en définitive les UFR qui ont pu assurer aux doctorants les structures d'appui nécessaires prévues par les textes.

En 1998, le gouvernement d'« alternance » mit au point une « nouvelle stratégie » visant les quelques objectifs suivants (Secrétariat d'Etat chargé de la recherche scientifique, 2002) :

- organiser, structurer et coordonner les activités de la recherche scientifique ;
- déterminer des programmes et des axes de recherche prioritaires ;
- assurer un financement adéquat pour mieux assurer la participation de la recherche scientifique au renforcement du potentiel productif national aux niveaux économique, social et culturel.

Des programmes d'appui à la recherche scientifique (PARS), puis des programmes thématiques d'appui à la recherche scientifique (PROTARS) ont pu être lancés. Le premier a permis de financer 227 projets sur un total de 731 propositions. La subvention allouée dans le cadre de ce programme a été de 37,78 millions de dirhams, soit une moyenne de 50 000 dirhams par projet. Le second, destiné à promouvoir « la recherche appliquée et pluridisciplinaire » et décliné sur trois tranches (au total 409 projets retenus sur 1295 proposés), s'est élevé à 94 millions de dirhams au total.

Ces financements ont, dans une certaine mesure, contribué à faire émerger au sein de l'Université des équipes de recherche et à y définir des programmes de recherche autour de problématiques communes (on y reviendra), correspondant pour la première fois à la « stratégie de recherche » définie et coordonnée au niveau national. Cependant, l'impact induit par ces programmes (moins d'une trentaine en sciences économiques et gestion) est tous comptes faits très limité et bien en deçà de l'effet de seuil escompté : diffusion restreinte, documents de travail ne donnant pas lieu à une publication, voire certains programmes n'ayant jamais débouché, etc.

L'impératif d'une réforme du système éducatif dans son ensemble englobant comme un levier essentiel la recherche scientifique a été souligné, de façon radicale, par la Charte nationale d'éducation et de formation (1999) qui préconisa une série de mesures favorisant une « résilience » de la recherche universitaire :

- augmenter progressivement les moyens consacrés à la recherche scientifique et technique pour atteindre au moins 1 % du PIB ;
- restructurer les unités et centres de recherche publics existants, pour mettre en réseau ceux qui travaillent dans un même domaine ;
- renforcer les missions de documentation, de veille technologique et de diffusion de résultats des travaux de la recherche ;

- encourager la création au sein des établissements de recherche et de formation d'incubateurs d'entreprises innovantes ;
- publier un rapport d'évaluation tous les deux ans.

Dans la même perspective, outre la «restructuration de la recherche universitaire» lancée en 2005, la mise en œuvre du système LMD en 2003 qui s'acheva par le démarrage à la rentrée 2007-2008 du nouveau doctorat semble définir une nouvelle architecture institutionnelle (on y reviendra) de nature à reconfigurer l'Université sur son métier : la formation à la recherche par la recherche. Mais auparavant, il importe de passer en revue les caractéristiques du champ disciplinaire.

2. Champs

La trajectoire de la recherche esquissée plus haut n'a pas mis en évidence l'évolution des contenus thématiques des travaux de thèse et les changements intervenus en termes de paradigmes (au sens de Khun, 1970) et de contextes économiques national et international.

L'analyse du champ disciplinaire en longue période fait apparaître deux grandes configurations différentes : la première, marquée par la prégnance du paradigme structuraliste, marxiste pour l'essentiel, correspond au contexte des années 1960-1970 et est dominée par les enjeux du développement auto-centré. Associée à la rupture introduite en 1983 par le Programme d'ajustement structurel (PAS), la seconde configuration disciplinaire est caractérisée par une prise en compte plus substantielle des principes de l'économie néo-classique. Elle s'accompagne, dans le même mouvement, d'une orientation thématique vers l'étude sectorielle, la gestion et le management et d'un recours, quoique limité, aux techniques de modélisation et de formalisation. Depuis le milieu des années 90, parallèlement à la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement supérieur et à la restructuration de la recherche au sein des universités, on assiste à une appropriation des nouvelles théories (néo-institutionnalisme, économie évolutionniste, etc.) et des approches méthodologiques qui leur sont associées (hol-individualisme, simulation de mécanismes d'enchères propre à l'économie expérimentale, etc.).

2.1. Une approche structurale, critique et normative

Les premiers travaux de thèse (soutenus en France) portent, on l'a rappelé plus haut, sur les problématiques de l'investissement (Belal, 1966), de l'assistance étrangère (Oualalou, 1968), de l'intermédiation financière (Benamour, 1968), de l'entrepreneur (Berrada, 1968) et du surplus économique (El Malki, 1973).

Ces travaux vont constituer une orientation générale pour les thèses inscrites au sein de l'université nationale et définir une «convention»

de recherche, c'est-à-dire un ensemble de règles que la communauté des chercheurs, notamment les doctorants, va suivre, dupliquer et reproduire.

Une qualification en termes de contenu thématique, théorique et méthodologique de ces travaux met en évidence une série de *faits stylisés* : i) d'abord, une focalisation sur les problématiques liées au procès du sous-développement ; ii) ensuite, une approche normative en termes de critique de l'économie politique ; iii) enfin, une démarche hypothético-déductive privilégiant le holisme méthodologique.

i) Le sous-développement comme processus structurel. La problématique du sous-développement est explicite dans la plupart des travaux dont l'hypothèse commune peut être schématisée dans la formule ramassée (Freyssinet, 1966) : « le sous-développement des uns est dû au développement des autres ». L'analyse, en référence à l'anthropologie structuraliste (Lévy-Strauss, 1955), privilégie les structures économiques et sociales afin de capturer les mécanismes générateurs du sous-développement. Ce sont les *formations économiques et sociales* (FES) qui constituent l'objet de recherche dont il importe de *déconstruire* (au sens de Derrida) *la combinatoire des modes* de production et d'y saisir *la dominance* d'un mode, en l'occurrence le mode de production capitaliste (MPC), sur les autres modes qualifiés de pré-capitalistes. L'approche en termes de FES a pour corollaire une configuration de classes sociales, de hiérarchies, d'alliances et de luttes de classes qui, en dernière analyse, expliquent le mouvement historique d'ensemble (Rey, 1976).

Par ailleurs, le sous-développement est appréhendé comme un « phénomène historiquement daté » : c'est la colonisation qui fut à l'origine du processus de sous-développement. Les thèses développées rejoignent deux théories apparemment divergentes de l'impérialisme : la thèse que ce dernier, résultat d'une maturation du capitalisme monopoliste et d'un excédent de capitaux, implique l'implantation, y compris par la guerre, du MPC au sein des FES pré-capitalistes (Lénine) *versus* la thèse selon la quelle la crise du capitalisme de la fin du XX^e siècle correspond plutôt à un problème de débouchés ne pouvant se résoudre que par l'expansion commerciale (R. Luxemburg). Les implications de ces deux partis pris ne sont pas que d'ordre politique et stratégique, elles sont aussi d'ordre analytique : produit de l'impérialisme commercial, le sous-développement a tendance à se perpétuer par la détérioration séculaire des termes de l'échange (Prebisch, 1950), associée à *l'échange inégal* (Emmanuel, 1969) et aux rapports de *dépendance* (CEPAL) imposés aux pays sous-développés, suite à leur indépendance politique, par les pays capitalistes développés. A l'inverse de la première, la seconde thèse considère que le « procès du sous-développement » (Salama, 1973) a partie liée avec le *développement inégal* (Amin, 1973) fondé sur une asymétrie historique entre le « centre » (pays capitalistes développés) et la « périphérie » (pays capitalistes sous-développés), cette dernière subissant de façon durable une ponction substantielle, *via* les firmes multinationales,

sur ses ressources et sur sa plus-value, générant un cercle vicieux du sous-développement.

Les itérations faites sur le cas du Maroc établissent un lien historique et structural entre la genèse du sous-développement et la « greffe », sous le Protectorat (1912-1956), du MPC, celui-ci contribuant à la désintégration de l'équilibre traditionnel et communautaire à travers la diffusion du rapport marchand et du salariat. Dès lors, le maintien dans le sous-développement de la FES marocaine est assuré durablement par la « satellisation » de l'économie marocaine par rapport à la métropole (Belal, 1968). Au-delà de l'indépendance, plusieurs mécanismes contribuent à la reproduction de l'accumulation du capital au profit de la métropole : l'assistance étrangère (Oualalou, 1969), les carences structurelles du système monétaire et financier (Benamour, 1971), mais aussi et surtout la structure de classes polarisée autour de la bourgeoisie « compradore » (Belal, 1966) et « mangeuse de surplus » (El Malki, 1973) et de l'ensemble des classes populaires exploitées et dominées sur une double échelle nationale et internationale.

ii) **Une approche critique et normative.** L'approche procède, *mutatis mutandis*, d'une critique radicale de l'économisme réservant aux « facteurs économiques », à la suite d'Althusser (1965), un effet déterminant, mais « en dernière instance » seulement. Les travaux de A. Belal sont à cet égard exemplaires : le sous-développement, défini comme processus historique, est irréductible aux seuls « effets multiplicateurs » de l'investissement. Les évolutions politiques, sociales et culturelles du Maroc sous le protectorat ont été à l'origine d'une désagrégation des rapports sociaux traditionnels par le mode de production capitaliste (MPC), ce dernier assurant sa domination en vertu de dispositifs politiques propres au système colonial. La démarche historiciste, sous-jacente à cette approche, est empruntée aux travaux de A. Laroui, notamment sur le monde arabe (1974), restituant dans la longue durée les processus complexes politiques, économiques, culturels ayant structuré les sociétés maghrébines, en général, et la société marocaine, en particulier.

Parallèlement, on retrouve dans l'ensemble des travaux, en creux ou de façon explicite, une référence à la critique de la « thèse dualiste » formulée par E. Gannagé (1962) accréditant l'hypothèse d'une juxtaposition au sein des sociétés sous-développées de deux secteurs : un secteur moderne, capitaliste et ouvert, d'une part, et un secteur traditionnel, précapitaliste et archaïque, d'autre part. Contrairement à la rhétorique binaire, l'analyse structurale et historique de l'économie marocaine met en évidence une pluralité de formes d'activité ou une combinatoire de modes de production au sein de laquelle le MPC occupe une position dominante.

Cette critique du dualisme économique prend appui sur les résultats empiriques de la « sociologie rurale », notamment les travaux de P. Pascon (1977) sur la « société composite » faisant apparaître une configuration plus complexe articulant une diversité de formes d'activité et d'échange (mode caidal, patriarcal, féodal, capitaliste, etc.).

Dans la même optique, l'approche en termes « métropole/satellite » tend à privilégier, implicitement chez l'auteur comme dans la plupart des travaux de cette période (Oualalou, 1969), les « causalités externes » dans l'explication du sous-développement et de sa reproduction par rapport aux « facteurs internes » considérés comme *induits* dans la théorie de la dépendance.

C'est en résonance avec le modèle de W.W. Rostow (1960) sur *les étapes de la croissance économique* que la « thèse du retard » est vigoureusement rejetée. De fait, cette thèse semble admettre pour les pays sous-développés la possibilité, compte tenu d'un effort particulier en matière d'épargne et d'investissement comme condition du « décollage économique », d'un rattrapage de leur retard dans le cadre du système d'échange international. Dans cette configuration, l'investissement étranger est considéré comme un facteur décisif dans le processus d'industrialisation favorisant l'accroissement de la productivité du travail et la modernisation de l'agriculture. A cette trajectoire linéaire, plusieurs travaux opposent une « stratégie de développement auto-centré et intégré », impliquant un processus de « déconnexion » et d'« autonomie collective » de la « périphérie » par rapport au « centre » (Amin, 1970) et fondée sur les principes essentiels suivants : i) la réforme agraire ; ii) l'industrialisation ; iii) l'interventionnisme de l'Etat. Prenant appui sur les orientations stratégiques du Plan quinquennal 1960-1964 tracées par le gouvernement Abdellah Ibrahim, ces principes de réforme procèdent d'un « constructivisme théorique » combinant politique économique keynésienne, développement du secteur public, redistribution par la fiscalité, planification indicative, élargissement du marché interne, promotion de l'entreprise privée, etc. (Oualalou, 1969 ; Benamour, 1971) et « réformes structurelles » tendant à réduire les inégalités ville/campagne (en l'occurrence la politique des barrages lancée dans les années 70 est analysée comme une politique favorisant les gros propriétaires terriens du Gharb au détriment de la majorité des paysans), à renforcer l'accumulation domestique du capital par rapport aux investissements étrangers, à donner la priorité à l'industrialisation lourde (biens d'équipement), celle-ci contribuant à terme, plus que les industries légères (biens de consommation), au « noircissement de la matrice inter-industrielle » selon une « application » du modèle de Léontieff (1966) au cas algérien faite dans les années 60 par G.D. de Bernis (1966, 1971). Au sein de ce paradigme, porté à bras le corps par les travaux de la CEPAL, l'Etat interventionniste et volontariste se voit assigné, outre la tâche primordiale de mise en œuvre de la stratégie de développement, le rôle de « jonction de l'économique, du politique et du social » (Belal, 1968), c'est-à-dire de soumission des lois et des contraintes économiques à l'action publique, fondatrice et constructiviste.

iii) Une démarche holiste. L'optique normative qui vient d'être soulignée est fondée sur une démarche méthodologique holiste et hypothético-déductive. Adoptant une structure analytique en termes de périodes historiques, les données factuelles et statistiques disponibles sont toutefois loin d'être suffisantes et significatives. D'une part, les problématiques analysées ayant

trait au procès du sous-développement, à l'Etat, au secteur public, aux structures agraires, aux stratégies de développement, à l'industrialisation, au commerce extérieur, au système monétaire, etc. définissent des champs macro-économiques et mobilisent les agrégats globaux de la comptabilité nationale et de la planification et les données statistiques officielles. Le travail d'investigation se limite la plupart du temps à l'exploitation des documents produits par l'administration. L'accès direct à l'information constitue, en effet, pour nombre de chercheurs occupant – on l'a déjà signalé – des postes de responsabilité au sein de l'administration, un atout important et crédite leurs travaux d'une pertinence accrue. La qualité des données utilisées est, dans ce contexte, liée à leur caractère « inédit » ou « confidentiel », le chercheur doit faire preuve d'ingéniosité lorsqu'il ne bénéficie pas, de par sa position dans l'administration, d'une « rente informationnelle ».

D'autre part, il y a lieu de souligner une prédominance, dans la plupart des travaux de thèses, de l'analyse temporelle se déclinant sur la longue durée de façon séquentielle : la période précoloniale, le protectorat, l'indépendance. Toutefois, si les séries statistiques, courtes et poreuses, ne sont guère de nature à autoriser des analyses en « coupes » historiques longues, le caractère fragmentaire et discontinu des données disponibles à partir de l'indépendance tend à limiter la cohérence de l'analyse de type diachronique et la pertinence de la périodisation. Du point de vue méthodologique, la prise en compte des évolutions longues semble en correspondance de phase avec la démarche structurale dominante, privilégiant les processus et les tendances lourdes. Mais si, sur la période précoloniale (notamment le XIX^e siècle), les travaux des historiens (Terrasse, 1949 ; Miège, 1961 ; Laroui, 1980) apportent des résultats édifiants et constituent une source incontournable, en revanche le Protectorat est appréhendé en référence à deux ouvrages essentiels, le premier faisant le « bilan de la colonisation » (Ayache, 1956), le second portant sur le patronat européen (Galissot, 1964).

Enfin, les travaux de thèse ont tendance à déployer une méthodologie circulaire, allant du général au général et ne laissant quasiment pas de place aux catégories micro-économiques et aux comportements individuels des agents. Une seule exception toutefois : la thèse de M.G. Berrada (1968) soutenue à l'université de Bordeaux : *L'entrepreneur marocain, une élite de transition*. Anticipant sur des problématiques de recherche qui vont correspondre, dans les années 90, à des enjeux essentiels de l'économie nationale, ce travail prend pour objet, à contre-courant des travaux de l'époque, l'entreprise et l'entrepreneur et mobilise, dans sa démarche qualitative, un dispositif d'enquête auprès de 39 entreprises (auxquelles il faut ajouter 47 entreprises visitées). Bien qu'il ne fasse aucune référence aux travaux fondateurs des « nouvelles théories des firmes » aujourd'hui dominantes, notamment le texte, datant de 1937, dû à R. Coase, sur « la nature de la firme », on y trouve une analyse pénétrante pouvant servir de point de départ pour un programme de recherche dédié à l'entreprise au Maroc dans la lignée du modèle standard.

Tableau 2

Une trajectoire structuraliste centrée sur la problématique du développement

Problématiques	Paradigmes/théories	Contextes	Références
<i>Sous-développement/développement</i> – Facteurs explicatifs du sous-développement du Maroc – Impact du protectorat et du mode de production capitaliste sur les structures économiques et sociales – Rôle des investissements étrangers et des firmes multinationales dans la reproduction de la dépendance	– Hétérodoxie structuraliste et historique – Théorie de l'impérialisme et de la dépendance : polarisation centre/périphérie – Pôles de croissance – Croissance équilibrée vs croissance déséquilibrée – Détérioration séculaire des termes de l'échange – Développement auto-centré	– Bipolarisation pays capitalistes avancés/pays du socialisme réel – Keynésianisme et fordisme au « centre » – Processus de décolonisation et d'indépendance à la « périphérie »	– Marx (1867) – Keynes (1936) – Prebisch (1950) – Nurkse (1967) – Myrdal (1957) – Singer (1975) – Hirschman (1958) – Frank (1967) – Emmanuel (1969) – Amin (1970, 1973) – Freyssinet (1966) – CODESRIA
<i>Industrialisation</i> – Politiques d'industrialisation dans le tiers-monde en général et au Maroc en particulier ... – ... et leur crise liée aux effets négatifs de l'extraversion et à une faible intégration industrielle	– Critique de l'étapisme de Rostow – Matrice inter-industrielle – Industrialisation intravertie... – ...vs industrialisation extravertie	– Modèle de substitution des importations de la (CEPAL) – Modèle d'industries industrialisantes (modèle nassérien et algérien) – Emergence des pays semi-industriels (Asie du Sud-Est)	– CEPAL – Debernis (1966) – Léontieff (1966)
<i>Réforme agraire et développement agricole</i> – Politiques agricoles... – ... structures agraires... – ... et développement capitaliste – Réforme agraire et limites de la politique des barrages	– Hypothèse de l'élasticité infinie de l'offre de main-d'œuvre – Critique de la thèse du dualisme	– Réformes agraires (exemple des pays d'Amérique latine) – « Révolution verte » dans les pays asiatiques	– Lewis (1955) – Amin et Vergopoulos (1974) – Lambert (1970) – Gutelman (1974) – Mendras (1976) – Dumont (1978)
<i>Politique monétaire et financière</i> – Rôle du système bancaire dans le développement économique – Relation épargne/investissement – Mécanismes de la dépendance monétaire et financière	– Critique du monétarisme – De la sphère monétaire et financière par rapport à la sphère réelle – Thèse de la souveraineté monétaire et financière de l'Etat	– Stabilité monétaire et financière – Processus marqué par la stagflation	– Friedman (1973) – Gannagé (1969) – Kaldor (1962) – Mc Kinnon (1973)

2.2. L'économie standard en creux et à l'œuvre

On peut dater l'inflexion opérée dans le champ disciplinaire à la mise en œuvre au Maroc du Programme d'ajustement structurel (PAS) en 1983, suite à la crise de la dette. Dans le contexte intellectuel et théorique de l'époque, l'adoption par le gouvernement des mesures préconisées par le FMI fut considérée par la « communauté » des économistes comme un virage à 180 degrés eu égard aux objectifs structurels de développement sans cesse réitérés dans la plupart des travaux académiques. Rappelons brièvement les principes essentiels du PAS qui fondent le « *Consensus de Washington* » autour des mots d'ordre de stabilisation et d'équilibre macro-économiques :

- une politique d'austérité et de maîtrise du déficit budgétaire ;
- une discipline fiscale accrue ;
- une politique des changes appropriée au lieu des restrictions des importations et des subventions aux exportations ;
- la libéralisation économique et la restructuration des activités liées au marché et des secteurs d'exportation ;
- la privatisation, la déréglementation et le renforcement des droits de propriété ;
- l'ouverture des marchés à l'investissement direct étranger.

Face aux « recommandations du FMI », la réaction est d'abord politique : l'opposition parlementaire (Union socialiste des forces populaires, Parti du Progrès et du Socialisme, Organisation pour l'action démocratique et populaire) met l'accent sur les « conséquences négatives et brutales » engendrées par les politiques d'austérité budgétaire et de réduction drastique des dépenses publiques dans le domaine social (chômage, exclusion, pauvreté, recul de la demande effective, atonie de la croissance, etc.). Dans la même optique critique des « effets pervers » du PAS, la rhétorique prévalente chez les économistes met en avant les causalités, objectives et supposées quasi-automatiques, entre équilibres financiers et déséquilibres économiques et sociaux. On peut s'attendre dès lors à une prise en compte par la recherche de cette nouvelle problématique et à une critique théorique des hypothèses qui sous-tendent le PAS. Il n'en est rien. Les travaux de thèse demeurent, dans l'ensemble, sans « qualité théorique », dédiés à une argumentation factuelle et *conséquentialiste* établissant des liens entre mise en œuvre du PAS et dégradation des indicateurs économiques, en général, et sociaux, en particulier. Cette tendance à privilégier l'approche empirique et descriptive a pour corollaire un abandon de la théorie favorisé – on y reviendra – par un glissement opéré dans les années 90 de l'économie vers la gestion. Toutefois, le dispositif théorique de l'économie standard, en *creux* dans l'approche du FMI et de la Banque mondiale, se trouve à *l'œuvre* dans la plupart des travaux de thèse et constitue subrepticement un référentiel presque exclusif pour les jeunes doctorants, dans un contexte – on l'a déjà souligné – de recul de l'encadrement des travaux de thèse au sein de l'Université.

i) **Une recherche sans qualités.** La prédominance de l'approche descriptive dans les travaux de thèse est, on l'a dit, justifiée par les finalités du PAS se déclinant en termes de politique économique dans les domaines budgétaire, monétaire, financier, de commerce extérieur, etc. L'évaluation empirique des résultats atteints et des effets induits par les mesures mises en œuvre devient par conséquent un enjeu essentiel et le recours aux rapports produits par les organismes financiers internationaux (FMI et Banque mondiale) et par l'administration publique une source majeure, presque exclusive, d'information. Destinées et réservées aux seuls décideurs publics, mais circulant toutefois sous le manteau, ces données acquièrent aux yeux des chercheurs une valeur particulière fondée sur leur caractère « confidentiel ». Il faudra attendre le rapport de la Banque mondiale en 1995 sur la *Stratégie d'assistance pour le Maroc*, dont la diffusion au parlement et dans le public fut autorisée, pour voir cette « littérature grise » sortir de la confidentialité.

La composante théorique se trouve dès lors réduite à la portion congrue, et certains travaux de thèse semblent s'apparenter davantage à des rapports d'expertise privilégiant, à l'instar de ces derniers, une démarche en termes de diagnostic, d'évaluation et de proposition de solutions. La cohérence théorique et méthodologique propre à l'orthodoxie économique, *en creux* dans les rapports des institutions financières internationales, laisse ainsi la place à une recherche *sans qualités théoriques*, presque dépourvue de pertinence et sans effet de connaissance.

ii) **Une démarche inductive.** Contrairement à la méthode déductive fondée sur l'intuition et la formulation d'hypothèses, qui va des principes aux conséquences, la démarche empirique procède de l'observation des faits pour remonter à l'élaboration théorique et repose par conséquent sur le principe, dû à Newton, de « Je ne fais pas d'hypothèses ». De ce fait, la réplcation par les doctorants du plan de thèse en deux parties, « théorique » et « empirique », peut se traduire par une disjonction de l'analyse, la revue de la littérature devenant dans certaines thèses une sorte d'inventaire « à la Prévert » des différentes théories sans cohérence entre ces dernières et la partie empirique et sans distance critique par rapport à leur pertinence.

L'analyse empirique prend trois formes dans les travaux de thèse : une description d'ordre général prenant appui sur les données statistiques disponibles ; une étude de cas ayant pour objet soit une organisation (entreprise privée, établissement public, administration, etc.), soit un secteur, soit un territoire local ou régional ; enfin une enquête qualitative par questionnaire ou entretien auprès d'un échantillon plus ou moins important. De fait, dans un pays comme le Maroc où l'économie demeure largement « sous-statistique » et où les données factuelles, les indicateurs et les séries longues sont à la fois insuffisants et poreux, la production de données qualitatives à partir de l'investigation du terrain constitue une alternative et un passage obligé pour les chercheurs. Cependant, en l'absence – comme

on le verra – de structures collectives de recherche et de moyens appropriés, le complément d'information qualitative que les chercheurs sont en mesure d'apporter ne peut être que limité, fragmentaire et, par conséquent, sans effet de connaissance recherché. Cette situation objective, ajoutée aux faibles incitations associées à la recherche, n'est évidemment pas sans incidences sur le contenu scientifique de l'investigation empirique, les résultats de l'enquête s'avérant dans la plupart des travaux peu significatifs et – ainsi qu'il sera précisé plus loin – peu probants en raison des déficiences méthodologiques inhérentes au dispositif d'enquête. De surcroît, les difficultés matérielles, qui ne sont pas moins réelles, engendrent une dispersion dans le temps de l'observation empirique débouchant sur un déphasage entre les questionnements de départ et les réponses apportées à l'issue du travail thèse.

iii) Un double autisme. La durée moyenne d'une thèse (plus de dix ans) est en effet à l'origine du décalage à la fois épistémique et cognitif observé entre objet de recherche (sujets et thèmes) et cadre théorique mobilisé, d'une part, questionnements de recherche et contexte économique national et international, d'autre part, etc.

En effet, au moment où le « modèle standard étendu » (Favereau, 1989) a reconfiguré son logiciel théorique par rapport aux nouveaux enjeux économiques, au Maroc rares sont les travaux de thèse, soutenus au cours des années 1980-1995, qui font référence aux nouvelles élaborations d'obédience orthodoxe (coûts de transaction, relation d'agence, droits de propriété, asymétrie de l'information, etc.) ou s'apparentant à l'hétérodoxie (théorie de la régulation, économie des conventions).

Ce phénomène d'autisme contextuel de la recherche par rapport à son objet, qui à partir du milieu des années 80 se double d'un autisme fonctionnel en termes de contenu de la formation par rapport aux débouchés, c'est-à-dire au marché du travail, autisme que traduit – on l'a déjà précisé – la montée du chômage des jeunes diplômés.

iv) Une orientation éclectique et sectorielle. L'approche empirique et la méthode inductive correspondent à un recentrage thématique sur des sujets moins macro-économiques et plus sectoriels (tableau 4). Les politiques d'emploi, de logement, d'éducation et de formation, etc. sont désormais abordées, notamment dans leur redéploiement territorial (régional et local). De même, les problématiques à caractère théorique et général, comme le choix libéral, la mondialisation, la privatisation, l'endettement extérieur, etc. sont davantage traitées eu égard à leurs « implications » sectorielles, commerciales ou financières.

L'analyse sectorielle (notamment l'industrie textile et l'agro-industrie) procède, explicitement ou implicitement, de l'approche en termes de modèle de promotion des exportations à l'œuvre dans la théorie standard et tente d'explorer, en relation avec les objectifs du Plan 1973-1977, d'abord, et du PAS, par la suite, les perspectives d'insertion de l'économie nationale dans

le régime international. L'analyse descriptive met en jeu les performances sectorielles eu égard aux contraintes liées au système de protection douanière, d'une part, aux enjeux du démantèlement tarifaire dans le cadre des accords de libre-échange, d'autre part.

Les effets liés à la mise en œuvre du PAS, notamment sur l'emploi et le logement, vont faire l'objet de travaux mettant en évidence la détérioration en longue période des indicateurs sociaux et l'émergence de phénomènes nouveaux de chômage structurel (en particulier des jeunes diplômés à partir du milieu des années 80), d'économie informelle, d'habitat insalubre, de pauvreté rurale et urbaine, etc. Toutefois, force est de constater que la plupart des travaux concluant à un lien de causalité entre la dégradation ainsi observée des paramètres sociaux et l'application du PAS ne se fondent pas sur une démarche économétrique en termes de régression établissant de façon formelle de telles corrélations. Par inférence, les déséquilibres constatés dans le domaine social sont imputés au PAS et pris pour des effets négatifs des politiques de libéralisation économique. Ce même type d'inférence, on le retrouve dans les analyses qui, à l'inverse des précédentes, tentent de mettre en exergue l'impact positif du PAS et de l'ouverture sur les performances économiques.

Les travaux dédiés au secteur privé sont portés par le processus de privatisations enclenché à la fin des années 80. Comme sur les autres sujets, la problématique est abordée en termes descriptifs, c'est-à-dire en articulant les différentes données factuelles et statistiques aux objectifs de la politique de privatisation et aux indicateurs de performance des entreprises. La perspective micro-économique et la tendance à l'exploration de l'entreprise comme objet de recherche vont prendre appui sur la politique de « mise à niveau » lancée par les pouvoirs publics au milieu des années 90 sous l'impulsion de l'Union européenne (programme MEDA). L'enjeu managérial et organisationnel de la « mise à niveau » fera l'objet de questionnements dont la multiplication au sein des facultés des sciences juridiques, économiques et sociales (facultés de droit) d'options, puis de filières de gestion va favoriser le traitement en se référant davantage aux techniques et outils de gestion qu'aux principes de la théorie économique. La bifurcation vers la gestion, opérée d'abord par les écoles supérieures de commerce et de management privées, va trouver dans le processus de privatisation et de mise à niveau des entreprises un principe de justification et de valorisation des modalités de formation spécialisée et professionnalisante correspondant au cycle master au détriment du doctorat.

Tableau 3

Une trajectoire empirique articulant problématiques sectorielles et éclectisme analytique

Thème	Paradigme	Contexte	Références
<i>Choix libéral et mondialisation</i> – Implications financières... – ... et commerciales	– Théorie des anticipations rationnelles – Nouvelle économie classique – Néo-institutionnalisme – Critique interne du Consensus de Washington (<i>Insiders</i>)	– Reaganisme et thatchérisme – Programme d'ajustement structurel – Décennie perdue pour le développement – Crises financières et bulles spéculatives	– Friedman (1962) – Barro (1997) – Lucas (1972) – Solow (1963) – Williamson (1994) – North (2005) – Aoki (2001) – Stiglitz (2002)
<i>Secteur privé et entreprise</i> – Stratégies – Prise de décision – Étude de cas	– Nouvelles théories des firmes : coûts de transaction, principal/agent, droits de propriété, asymétrie de l'information	– Capitalisme managérial... – ... puis actionnarial – Délocalisations et sous-traitance au sein des pays en développement	– Coase (1937); Williamson (1994), Commons (1934) – Berle et Means (1932) – Galbraith (1967) – Tirole (1995)
<i>Education-Formation-Emploi</i> – Coût, rendement et financement – Secteur informel	– Théorie du capital humain – Théorie du déséquilibre – Hystérésis du chômage	– Persistance du chômage de masse – Crise de la relation éducation-emploi – Informalisation économique au sein des PVD	– Becker (1964), – Benassy (1984) – Malinvaud (1980)
<i>Développement territorial</i> – Politique urbaine – Lutte contre le logement insalubre – Politiques de financement du logement social	– De l'approche en termes d'espace... – ... à l'économie des territoires (district industriel, systèmes productifs localisés, etc.)	– Crises urbaines dans les pays avancés – Extension des bidonvilles dans les pays en développement	– Marshall (1890) – Lipietz (1974, 1977) – Castells (1977) – Aydalot (1976) – Garofoli (1981) – Courlet, Pecqueur (1992)

2.3. Une bifurcation en termes de gestion

L'engouement des étudiants pour les formations de gestion remonte au début des années 80, avec la première crise structurelle de la relation éducation-formation-emploi au Maroc. Plus de 100 000 diplômés en chômage au total ont été recensés en 1991 par le Conseil national de la jeunesse et de l'avenir (CNJA), institution *ad hoc* créée précisément pour réfléchir sur les déterminants d'une telle inadéquation et faire des propositions de mesures en faveur de l'emploi des jeunes. Limitées par les politiques restrictives du PAS, les modalités classiques d'emploi dans l'administration publique doivent trouver un substitut au sein du secteur privé qui, dans un contexte d'ouverture et de libéralisation, doit bénéficier d'un environnement plus favorable et plus incitatif.

i) **L'employabilité par la gestion.** Le diagnostic établi par le CNJA (1991, 1992) fait d'abord état d'un phénomène d'inadéquation entre, d'une part, le système éducatif et de formation et, d'autre part, le système productif. Le premier, trop général et trop théorique, offre des profils peu demandés par le marché de l'emploi, en général, et les entreprises privées, en particulier. L'Université est directement visée, les formations qu'elle dispense, en particulier dans les sciences sociales et humaines (lettres, droit, économie), ne correspondent plus aux besoins du secteur privé, les diplômés ayant de faibles compétences sont désavantagés sur le marché du travail par les profils issus des écoles de gestion et de management dont l'employabilité est, par ailleurs, renforcée par une meilleure maîtrise des langues étrangères et de la communication. Quant au second – le secteur productif – il est, selon l'analyse du CNJA, caractérisé par des structures organisationnelles trop traditionnelles et des formes de gestion trop archaïques sécrétant des rigidités en termes d'emploi des diplômés et déterminant une préférence pour la main-d'œuvre non qualifiée et bon marché.

ii) **L'attractivité de l'entreprise.** Ce diagnostic est corroboré par une montée en puissance de l'entreprise dans l'économie nationale favorisée d'abord par le recentrage opéré par le PAS sur le secteur privé (années 80), puis renforcée par le programme de mise à niveau de l'entreprise (années 90). L'appel du marché de l'emploi dans le domaine de la comptabilité, du marketing, de la finance, de la communication, etc. s'est traduit par l'ouverture d'options « gestion » et « management » au sein des anciens programmes, à contenu généraliste, de licence en sciences économiques. Monté dans l'improvisation et sans recrutements spécifiques, l'enseignement de la gestion et du management dans les universités a été dès le départ défini, dans une finalité « pratique » et « professionnalisante », comme une réponse immédiate aux besoins immédiats de l'entreprise marocaine, cette dernière devant subir une concurrence internationale sans précédent. De fait, la structure *domestique* et archaïque de l'entreprise nationale, au niveau notamment de ses modes de gestion et de management (El Aoufi, 2002), met en évidence une demande importante et croissante de profils de diplômés en gestion que la réforme du troisième cycle en 1997 (DESA et DESS), d'abord, et le système LMD en 1999, ensuite, vont s'efforcer de satisfaire en multipliant les filières et les enseignements dédiés à la gestion. Toutefois, il y a lieu de noter que, compte tenu des limites structurelles et organisationnelles des PME, les niveaux différentiels en termes de rémunération, de conditions de travail et de possibilités de carrière définissent un double marché de l'emploi : un marché *domestique* pour les diplômes Bac plus 2 et licence proposés par l'Université nationale, régulé par l'ANAPEC (Agence nationale pour l'emploi et les compétences) et centré sur les postes intermédiaires et à qualifications moyennes ; un second marché plus sélectif et plus incitatif réservant les postes de direction et de « top management » aux lauréats des grandes écoles de commerce et d'ingénieurs étrangers.

La pertinence de ces marchés « émergents », en termes de demande de formation, n'a pas eu cependant pour corollaire la définition d'un champ spécifique à la recherche en gestion.

iii) **Des recherches entre économie et management.** Les formations en gestion mises en place au sein des universités à partir des années 90 ont été pour la plupart organisées et enseignées par des économistes qui, notamment à l'occasion du lancement des licences appliquées, se sont « convertis » en gestionnaires. De fait, les premiers travaux de recherche (mémoires de DESA et thèses de doctorat) sont fortement marqués par une double ambivalence théorique et méthodologique, les problématiques comme les approches, les instruments d'analyse et les techniques d'investigation se situant dans un entre-deux champs (économie/gestion) ne pouvant déboucher que sur des résultats de recherche mitigés et peu rigoureux.

Dans une telle configuration, les liens épistémiques étroits qui existent entre le champ des sciences économiques et celui des sciences de gestion sont ignorés au profit de « bricolages » faibles, empiriques et qualitatifs, sur le terrain comme objet de recherche.

2.4. L'enquête qualitative ou la découverte du terrain

Les recherches, en économie et/ou en gestion, ont tendance à articuler les méthodes quantitatives et qualitatives. A l'opposé des premières – voir *infra* – les secondes posent davantage un problème d'outils que de système d'information. En effet, bien plus que les difficultés d'accès au terrain, ce sont les dispositifs utilisés dans l'enquête qualitative qui semblent en limiter la portée et la pertinence.

i) **Le terrain à découvrir.** Les approches macroéconomiques prédominantes dans les années 60 et 70 avaient tendance à privilégier – on l'a vu – à la fois les références théoriques et les sources documentaires. En revanche, les inflexions thématiques observées à partir de la décennie 90 vers les niveaux microéconomiques (les organisations en général et les entreprises en particulier) mettent en jeu des méthodes d'investigation empiriques utilisant les techniques d'enquête. La découverte du terrain par les économistes constitue un pas vers le pluralisme méthodologique et vers la testabilité des hypothèses théoriques de recherche. En retour, la prise en compte de la « réalité concrète » implique le recours à des complémentarités entre les différentes approches et méthodes des sciences sociales.

Toutefois, bien que l'enquête qualitative soit d'usage récent dans les travaux de thèse en économie, l'examen de quelques-uns de ces derniers fait ressortir, outre les difficultés d'accès au terrain, des problèmes internes aux protocoles et dispositifs mis en œuvre.

ii) **Un dispositif d'enquête inadapté.** L'accès au terrain et les phénomènes de rétention de l'information constituent certes un facteur de découragement pour les chercheurs universitaires, notamment pour les doctorants. En dépit

d'un desserrement relatif constaté depuis quelques années, l'administration publique comme les entreprises privées demeurent largement fermées aux demandes d'enquête émanant des chercheurs. Deux raisons peuvent être avancées :

- La première a trait aux *dispositions* des organisations marocaines à gérer les demandes d'enquête (sélection en fonction des besoins, suivi, etc.). Si le recours régulier aux diagnostics organisationnels et aux audits stratégiques fait partie des outils de management moderne et contribue à définir les « bonnes pratiques » pour les grandes organisations (publiques et privées), les PME et les entreprises familiales en particulier ne sont guère en mesure ni de définir leurs besoins en termes d'enquête, ni de tirer profit des résultats de celles-ci en raison précisément de leurs limites organisationnelles.

- La seconde raison tient au dispositif de l'enquête lui-même. En effet, parce qu'il procède souvent d'un modèle standard, le questionnaire s'avère, une fois mis en œuvre, en décalage avec le terrain. Dans certains travaux de DESA, le même questionnaire est administré aux entreprises de l'échantillon d'enquête sans prise en compte des différentiels de taille, de statut, de nature de l'activité. De même, le niveau de représentativité de l'échantillon peut être disqualifiant pour l'extrapolation et la généralisation des résultats obtenus. Même le choix méthodologique d'un « échantillon raisonné » peut déboucher dans certains travaux sur des conclusions pour le moins discutables, l'échantillon « raisonné » devenant au fil de l'enquête, sous la contrainte des moyens, un échantillon « contingent » et « casuel ».

Les compétences de l'enquêteur constituent un autre facteur de limitation : en l'absence de formation dédiée aux techniques d'enquête, les doctorants, se « débrouillant » sur le tas, peuvent confondre questionnaire (fermé et ouvert) et guide d'entretien, expliquant en partie les comportements de refus des entreprises de remplir le questionnaire ou de se prêter au jeu de l'entretien.

Au total, ces problèmes de protocole méthodologique et de dispositif d'enquête se traduisent par des biais analytiques et des insuffisances en termes de pertinence des résultats et des conclusions.

iii) Enquête *versus* sondage. La technique d'enquête par questionnaire, de loin la plus utilisée dans les travaux de thèse, renvoie à la nature des questionnements et, au-delà, à l'*épreuve* de l'enquête et à la *posture* de l'enquêteur.

Les questionnements correspondent à des objectifs définis par rapport aux hypothèses de recherche et à la problématique de la thèse. Elles doivent subir dans le questionnaire un traitement en termes de dé-conceptualisation et de traduction dans le langage commun et professionnel des personnes enquêtées. Dans la même optique, les réponses recueillies ne sont pertinentes d'un point de vue analytique que dans la mesure où, en retour, elles ont fait l'objet d'une restitution en termes conceptuels et théoriques. Dans la plupart des travaux (notamment de DESA), les dissonances cognitives entre

les postures de l'enquêteur et celles de l'enquêté sont attribuées au mode d'administration sans médiations du questionnaire.

Il importe de souligner que l'enquête est irréductible au questionnaire binaire ou à réponses multiples qui peut s'avérer être un instrument approprié dans les sondages d'opinion et dans des applications propres aux marchés comme le marketing. *L'épreuve d'enquête* se définit par rapport à d'autres modalités complémentaires faisant usage de registres d'investigation plus complexes permettent d'articuler les données et les informations, de les croiser, de les vérifier, bref d'organiser le champ de l'interprétation et de l'analyse. C'est en effet une telle configuration de l'enquête, à la fois extensive et intensive, qui est susceptible d'apporter une valeur ajoutée qualitative, fine et subtile, à la démarche canonique de l'analyse économique fondée sur la quantification des grandeurs, la formalisation des relations et la modélisation économétrique.

2.5. L'usage marginal des mathématiques

L'analyse des « implications » (« effets », « incidences » et « impacts ») des politiques de stabilisation, d'ajustement, de privatisation ou de libéralisation est – on l'a dit – entachée d'un biais méthodologique : les relations ne sont guère explicitées, et les causalités établies demeurent la plupart du temps hypothétiques, non démontrées formellement. Il faut dire que la part de la modélisation économétrique demeure le parent pauvre de la recherche en sciences économiques. Peut-on attribuer cela au contenu de la formation en sciences économiques qui serait dominé par la composante « littéraire » au détriment des mathématiques, des statistiques et de l'économétrie ? Quel rapport avec les conditions de production de l'économie quantitative (ou de l'économie mathématique) ? Quelle pertinence les modèles économétriques ont-ils eu égard à la réalité économique, et quelle place prennent-ils dans le processus de décision publique ?

i) **Une formation de base peu capitalisée.** Le faible recours à la modélisation économétrique ne peut être attribué à la formation : avant la réforme comme depuis la mise en œuvre du système LMD, l'enseignement des matières quantitatives (statistiques, mathématiques, économétrie, etc.) offre aux étudiants le niveau d'exigence requis pour l'exercice de la modélisation économique. Si en revanche le nombre de thèses en économétrie demeure relativement peu significatif, il convient de s'interroger sur l'ensemble des conditions de production de la connaissance formalisée, ou sur les principes qui fondent ce que l'on définira plus loin comme un « régime de recherche », c'est-à-dire un processus cumulatif et créatif fondé sur les « compétences » existantes et sur la « convergence » et la « complémentarité » des travaux de recherche au sein d'une discipline.

En effet, les quelques spécialisations concentrées dans quelques établissements d'enseignement supérieur (INSEA) et universitaires (quelques filières isolées de troisième cycle à Casablanca, Marrakech et Rabat) et ayant

pour débouchés le Haut-Commissariat au Plan et le ministère des Finances, ne sont guère articulées entre elles et, en l'absence de revues spécialisées, leurs productions ne circulent pas et ne donnent pas lieu à des confrontations.

ii) La porosité des données. Les limites de la modélisation tiennent en grande partie au système d'information. Les méthodes économétriques permettent de vérifier l'existence de relations supposées (prédiction) entre des phénomènes économiques, de les quantifier à partir de données réelles et de les confronter avec la réalité (spécification).

Les données observées (séries temporelles, données en coupe instantanée, données de panel) relatives aux relations fonctionnelles caractéristiques de l'économie nationale présentent des porosités rendant difficile toute quantification temporelle à intervalles réguliers des variables observées. De même, la dimension individuelle des données en coupe instantanée renvoie à des problèmes complexes liés aux qualités spécifiques et singulières des individus. Ces difficultés ne sont guère moins insurmontables dès lors que la variable représente les valeurs prises par un échantillon d'individus à intervalles réguliers.

Outre la disponibilité des séries chronologiques longues, les variables mesurées en termes nominaux ou en termes réels posent dans le cas du Maroc le problème de l'indice de prix approprié et de la base de raccordement statistique (Billaudot, 2005). Les imperfections relatives aux types de données ne sont pas, dans ce contexte, sans effets sur la robustesse des spécifications et sur la fiabilité des résultats de la formalisation et de la modélisation comme peuvent en témoigner les quelques rares travaux réalisés, non exhaustifs, portant sur « la formalisation de la croissance et du développement économique », « l'approche économétrique de l'offre de monnaie », « l'analyse multivariée du marché du travail », « le taux d'imposition marginal effectif », « l'analyse coûts-bénéfices appliquée à l'éducation ». Sur un autre plan, les limites de la modélisation tiennent à la prégnance de la rationalité au sein des comportements des agents.

iii) La rationalité limitée des agents. De fait, dans un pays comme le Maroc où les comportements individuels et collectifs sont performés par la nature *composite* de l'économie et de la société (Pascon, 1967, El Aoufi, 2000) et où les intentions des agents sont rarement révélées, tout exercice d'appréhension des logiques d'action stratégique à partir d'une application de la théorie des jeux est vouée à la prédiction pure, en raison précisément des limites de la rationalité économique et des valeurs d'efficience et d'efficacité, limites imposées, non seulement par l'asymétrie de l'information, mais dans beaucoup de situations par des formes altruistes de coopération fondées sur les principes de don/contre-don (El Aoufi, Hollard, 2004, Guerrien, 2002).

Toutefois, si les défauts et les imperfections du marché constituent une donnée persistante, il n'est pas moins vrai que les choix publics sont indécidables sans l'apport de la modélisation macro-économique.

iv) **Des choix publics peu éclairés par les modèles.** Si la décision publique est d'abord le résultat d'un processus délibératif et d'un compromis négocié entre les acteurs, elle doit être instruite et fondée sur une connaissance précise des fonctionnements institutionnels et réels de l'économie, de ses enjeux, de la configuration des acteurs, du contexte international, etc. Mais si une telle connaissance dépasse le cadre de l'expertise technique, il n'en demeure pas moins que l'usage de la formalisation et le recours à la modélisation sont pleinement justifiés dès lors que les choix et les arbitrages sont déterminés, en dernière instance, par les enjeux politiques, la hiérarchie des besoins et la complémentarité des actions.

Au Maroc, la modélisation est peu présente dans la détermination des politiques publiques. Les multiples diagnostics établis, de façon récurrente, par les organismes financiers internationaux (Banque mondiale, FMI, PNUD, Union européenne) sur «les politiques et perspectives d'ajustement à moyen terme», les «priorités pour l'investissement du secteur public», «l'impact de la libéralisation sur l'ajustement commercial et industriel», «les enjeux du secteur privé», les «potentiels en emploi», «l'évaluation d'impacts de l'accord d'association Maroc-Union européenne sur l'économie marocaine», etc. sont le fruit de modélisations plus ou moins élaborées. Force est de constater, cependant, que la plupart des «préconisations» induites de ces exercices ainsi que les maintes tentatives de construction d'un modèle d'équilibre général calculable (départements du Plan et des Finances) ou de simulation de mécanismes d'enchères en économie expérimentale (Hollard *et alii.*, 2005) ont débouché sur des résultats pour le moins mitigés.

3. Institutions

Selon un bilan effectué par le secrétariat d'Etat chargé de la Recherche scientifique (2002), le secteur de la recherche présente, avant 1998, une série de «faiblesses» et de «carences» :

- absence de vision stratégique ;
- défaut de coordination ;
- insuffisance de moyens financiers ;
- absence d'évaluation et de valorisation des résultats de la recherche elle-même liée à une absence d'incitations, notamment fiscales, en faveur du développement de la recherche par et au sein de l'entreprise.

On se propose d'appréhender les limites du «régime de recherche» au Maroc en interrogeant les institutions de coordination et de régulation, les dispositifs d'évaluation et les réseaux de valorisation.

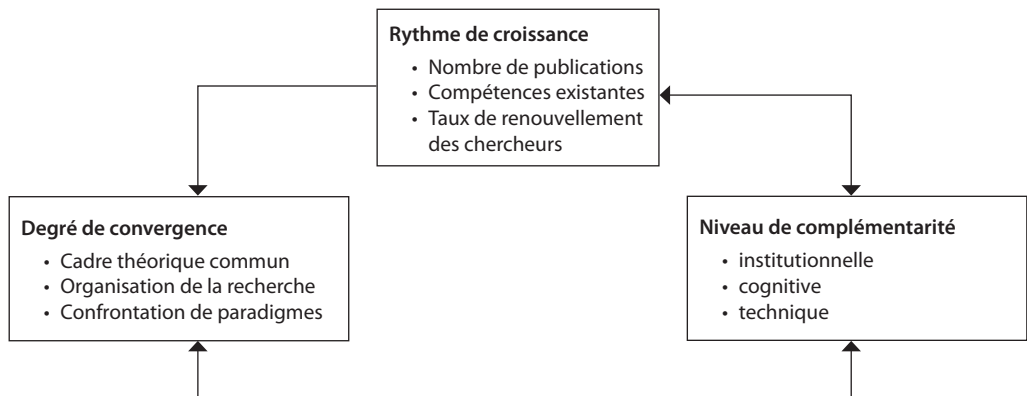
3.1. Régime de recherche : une entropie négative

On entend par «régime de recherche» ou *Search Regime* (Bonaccorsi, 2005) une «variété des conditions de production des connaissances» articulant trois dimensions (Laredo, 2006) :

- Un *rythme de croissance* mesuré par le nombre de publications sur une période plus ou moins longue et s'appuyant sur les compétences existantes (competence enhancing) ou réclamant un reformatage complet (competence destroying). « Comme les travaux en gestion l'ont montré, la croissance d'un marché facilite les nouveaux entrants, elle est aussi un moyen fort de marginalisation des organisations établies qui ne peuvent pas suivre ce rythme. »
- Un *degré de convergence* qui « renvoie à la manière dont des travaux de recherche effectués dans des lieux différents s'emboîtent et s'articulent: un cadre théorique commun, un type d'organisation des travaux de recherche, etc. peuvent à cet égard constituer de puissants facteurs de convergence. « A contrario, la convergence peut advenir au terme d'une confrontation entre approches et paradigmes différents. »
- Un *niveau de complémentarité* entre les compétences mises en commun, celles-ci pouvant être soit institutionnelles, soit techniques, soit cognitives (multidisciplinarité).

Figure 1

Régime de recherche



i) **Une recherche à vau-l'eau.** C'est afin d'infléchir cette trajectoire à vau-l'eau de la recherche (en général et pas seulement en sciences économiques) que les pouvoirs publics ont mis en œuvre en 1998 une nouvelle politique « en matière de décision, d'orientation, de planification et de coordination des activités de la recherche scientifique menées au sein des différents établissements universitaires ». Inscrite parmi les objectifs de la Charte nationale de l'éducation et de la formation (levier 11), cette structuration de la recherche scientifique constitue également une des principales recommandations des experts européens à l'issue de l'évaluation du système national de recherche et d'innovation en 2003 (Waaast, 2002) et une des conclusions de la journée nationale organisée le 24 mai 2004.

C'est ainsi qu'a été lancé en 2005 par les universités un « premier appel à proposition de structures de recherche pour accréditation » (équipe de recherche, laboratoire, centre d'études et de recherche et réseau interuniversitaire de recherche), suivi d'autres appels en 2006 et 2007.

Aujourd'hui, le nombre de structures de recherche accréditées par les conseils d'université s'élève à quelque 1 160 structures dont 770 équipes de recherche, 370 laboratoires et 10 centres d'études et de recherche, les sciences humaines et sociales représentant 28 %.

Au titre de l'année 2007, le soutien de l'Etat aux structures de recherche accréditées s'est élevé à 23,72 millions de dirhams, soit environ 20 000 dirhams en moyenne par structure.

Tableau 4

Répartition des structures de recherche par domaine disciplinaire

Discipline	Nombre	%
Sciences exactes	456	39
Sciences de la vie	193	17
Sciences de la terre	82	7
Sciences de l'ingénieur	106	9
Sciences humaines et sociales	323	28
Total	1 160	100

ii) **Un effet de seuil limité.** L'appui à la recherche (PARS et PROTARS) a donné lieu pour la première fois à l'élaboration de projets de recherche dans un cadre institutionnel (universités, groupes de recherche) impliquant des équipes de recherche constituées à cette effet. Une revue des projets acceptés met en évidence une série de limites ayant trait aux conditions présidant à l'organisation d'abord d'un *champ scientifique* (au sens de Bourdieu) dans la discipline et susceptible de déboucher, à terme, sur un *régime de recherche*.

Tout d'abord au niveau des orientations thématiques (tableaux 5 et 6), les choix portent sur des problématiques dictées – comme pour les travaux de thèse – par les enjeux « conjoncturels » liés à l'ouverture, comme en témoignent les exemples suivants : la « mise à niveau » de l'économie et les effets de la libéralisation sur les secteurs et les branches (tourisme, textile-habillement, agriculture, etc.) ; la dynamique de création d'entreprise et ses implications en termes de critères de performance, d'innovation technologique et organisationnelle, de mobilisation des investissements directs étrangers en général et de l'entrepreneuriat marocain résidant à l'étranger en particulier ; l'attractivité des territoires en relation avec la pauvreté et le développement durable et humain, etc. La préoccupation de « coller à l'actualité » détermine, dans la plupart des cas, des choix de « recherche-action » ou de « recherche-

intervention» participant plus de la «littérature grise» que de la recherche fondamentale ou appliquée au sens strict.

Ensuite, le faible nombre de projets et la dispersion des thèmes et des problématiques sont loin de former la masse critique susceptible de déclencher l'effet de *convergence* et de *complémentarité* espéré, caractéristique des régimes de recherche.

Enfin, il y a lieu de souligner le poids des «routines» individuelles (ou individualistes), certaines équipes de recherche ne dépassant guère deux à trois personnes, comme en témoigne le nombre disproportionné des équipes en regard de l'effectif des chercheurs et du volume de la production scientifique par champ disciplinaire (tableau 4). De telles «routines» ne peuvent que s'amplifier en l'absence de «communauté de pratique».

Tableau 5

Mise à niveau de l'économie en général...

Thème de recherche	Structure de recherche	Institution
Mise à niveau de l'économie et insertion dans l'économie mondiale	Groupe d'Etudes et de Recherche sur la Mondialisation et le Développement	Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales, Université Mohammed V-Souissi, Rabat
Effets de la libéralisation des échanges extérieurs sur le développement	Laboratoire de recherche (LARDI)	Institut national de statistique et d'économie appliquée, Rabat
Infrastructure industrielle et intégration régionale	Réseau Esprit	Institut national d'aménagement et d'urbanisme, Rabat
Utilisation de e-commerce dans la promotion du produit marocain : cas du secteur du textile et de l'habillement	Groupe de Travail sur la Compétitivité	Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, Université Mohammed V-Souissi, Rabat
Développement de la compétitivité de l'industrie hôtelière par l'implantation d'un système de management de la qualité : cas de la région Nord-Ouest	Centre de Recherche et de Conseil en Management de la Qualité	Ecole nationale de gestion et de commerce, Tanger
Facteur humain et mise à niveau de l'économie	Groupe d'Etudes des Techniques Auxiliaires du Management	Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales, Université Mohammed V-Agdal, Rabat
Etude de la relation éducation- formation-emploi : analyse des processus d'insertion des lauréats de l'enseignement supérieur public	Unité de recherche (UREQET)	Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales, Université Cadi Ayyad, Marrakech
Les déterminants de la réussite en licence sciences économiques	GREMA	Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales, Université Mohammed V-Agdal, Rabat

Tableau 5

Mise à niveau de l'économie en général... (suite)

Enquête sur le potentiel entrepreneurial dans la région Nord-Ouest du Maroc: essai de validation empirique d'un modèle d'appréciation du profil entrepreneurial. Cas des étudiants universitaire en fin de parcours	Equipe UREC & SM-PME	Ecole nationale de gestion et de commerce, Tanger
La promotion de l'emploi dans les activités de récréation et de loisirs dans le grand Casablanca	Pôle de compétence en Aménagement de l'espace	Faculté des Lettres et des Sciences humaines, Université Hassan II-Aïn Chock, Casablanca
Emploi féminin et croissance du secteur industriel	Groupe de recherche sur l'analyse du genre (GREGED)	Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales, Université Mohammed V-Agdal, Rabat
Analyse statistique et modélisation des séries financières : aspects théoriques et études empiriques d'un marché boursier émergent. Cas de la bourse de Casablanca	Equipe probabilités et statistiques	Département de Mathématiques et d'Informatique, Faculté des Sciences, Université Mohammed V-Agdal, Rabat
Impact du transfert de technologies agricoles sur les systèmes d'activités des agriculteurs et l'environnement : cas de l'exploitation des eaux souterraines par l'utilisation des motopompes à eau dans la région de Saïs	Non indiqué	Ecole nationale d'agriculture, Meknès
Choix contractuels et altruisme dans l'agriculture marocaine	Unité de recherche (URPED)	Institut national de statistique et d'économie appliquée, Rabat
Elaboration et évaluation d'un modèle de système qualité appliqué au secteur touristique dans la région du Souss	Département Langues, communication et psychologie	Ecole nationale de commerce et de gestion, Agadir
Une approche statistique de certains phénomènes dans le tourisme	Groupe probabilités et statistiques	Département de Mathématiques et d'Informatique, Faculté des Sciences, Université Mohammed V-Agdal, Rabat
Développement de nouvelles formes de tourisme dans la vallée moyenne du Drâa : diversification de l'offre touristique, développement local et effets socio-économiques en milieu oasien et désertique	Equipe de recherche sur la région et la régionalisation	Faculté des Lettres et des Sciences humaines, Université Mohammed V-Agdal, Rabat
Organisation et stratégies des collectivités locales	Groupe de recherche (GREURE)	Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales, Université Mohammed V-Souissi, Rabat
Gestion durable et tarification de l'eau : méthodes et application au cas du Maroc	Non indiqué	Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, Université Cadi Ayyad, Marrakech

Tableau 5

Mise à niveau de l'économie en général... (suite)

Quartiers non réglementaires : gouvernance urbaine, territoire et intermédiation	Unité de recherche Ville, Acteurs et Territoires	Institut national d'aménagement et d'urbanisme, Rabat
Conditions de mise en place d'un centre régional de financement participatif dans la région de Souss-Massa-Drâa	Non indiqué	Ecole nationale de commerce et de gestion, Agadir
Formation et emploi dans les zones industrielles et franches de la région Tanger-Tétouan : analyse des besoins des entreprises et évaluation du système de formation	Non indiqué	Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, Université Abdelmalek Essaadi, Tanger
Pauvreté : mesure, évolution et efficacité des politiques publiques d'allègement	Groupe de recherche en économie	Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales, université Mohammed V-Agdal, Rabat
La reconnaissance de l'activité de la femme rurale et son impact sur la promotion de la démocratie	Non indiqué	Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Cadi Ayyad, Marrakech
Femmes rurales et développement durable dans les montagnes du Rif	Département des Sciences de la vulgarisation et de la pédagogie agricole	Ecole nationale d'agriculture de Meknès

Tableau 6

... et de l'entreprise en particulier

Thème de recherche	Structure de recherche	Institution
Création d'entreprise, analyse du vécu et statistiques	Non indiqué	Institut supérieur de commerce et d'administration des entreprises, Casablanca
Technologie et organisation des entreprises	Non indiqué	Faculté des sciences juridiques économiques et sociales, Université Mohammed V-Souissi, Rabat
Management des réseaux d'entreprises marocaines	Centre de recherche en management et économie qualitative	Ecole nationale de commerce et de gestion, Settat
Amélioration de la compétitivité des entreprises par la maîtrise et la restructuration du système de production	Equipe de recherche	Faculté des Sciences et Techniques, Fès-Saïss, Fès
Contribution à la mise à niveau d'une entreprise par l'automatisation d'une chaîne de contrôle de la qualité du béton armé	Laboratoire d'instrumentation et de mesures	Faculté des Sciences de Ben M'sik, Université Hassan II, Casablanca

Tableau 6
... et de l'entreprise en particulier (suite)

Application au niveau industriel d'un nouveau procédé moins coûteux et moins polluant pour le raffinage des huiles végétales alimentaires	Equipe Plantes oléagineuses et corps gras : qualité et technologie	Faculté des Sciences de Semlalia, Université Cadi Ayyad, Marrakech
Conception et organisation des espaces de travail au sein de l'entreprise marocaine	Industrial Engineerig Laboratory	Ecole nationale supérieure de l'enseignement technique, Rabat
Mise à niveau de la fonction logistique dans les entreprises industrielles de la région Nord	Unité de recherche et de conseil Logistique intégrée (URC-LI)	Ecole nationale de gestion et de commerce, Tanger
La croissance endogène dans l'entreprise	Groupe de recherche et d'études en micro-économie appliquée (GREMA)	Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, Université Mohammed V-Agdal, Rabat
La contribution de la gestion sociale à la compétitivité des entreprises touristiques au Maroc : cas des entreprises hôtelières de la région Sud.	Laboratoire de recherche en management touristique	Ecole nationale de commerce et de gestion, Agadir
Impact des investissements immatériels sur la compétitivité des entreprises marocaines : cas de la région Nord	Equipe Gestion	Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, Université Abdelmalek Essaadi, Tanger
L'évaluation de l'impact de la formation continue sur la mise à niveau de la PME familiale marocaine (cas du secteur textile).	Non indiqué	Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, Université Cadi Ayyad, Marrakech
Système d'information et compétitivité des entreprises exportatrices du Nord	Non indiqué	Ecole nationale de commerce et de gestion, Tanger
Degré de sophistication du système d'information comptable et financier et compétitivité de l'entreprise	Laboratoire d'instrumentation et de mesures (LIM)	Faculté des Sciences, Université Ibn Zohr, Agadir
Etude des pratiques de la communication externe et de leur impact sur la performance des entreprises touristiques	Non indiqué	Faculté des Lettres et des Sciences humaines, Université Ibn Zohr, Agadir
Entrepreneuriat immigré au Maroc : atouts et contraintes	Groupe de recherches et d'études sur les migrations (GREM)	Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, Université Mohammed V-Agdal, Rabat

Source : PARS et PROTARS 1, 2 et 3.

iii) Une communauté de pratique absente. Une « communauté de pratique », au sens qu'en donne le management du savoir, est « un regroupement informel d'individus ayant en commun un domaine de spécialisation donné » impliquant un « partage des connaissances » et dont « la nature organique », « spontanée » et « autonome » rend ses membres « réfractaires aux ingérences » (Wenger et Synder, 2000). La production

du savoir, comme sa diffusion, se fait d'abord au sein des champs disciplinaires avant de circuler de façon transdisciplinaire et de faire l'objet de vulgarisations. A l'instar des autres communautés scientifiques, celle des économistes est engagée dans des formes d'organisation multiples et variées allant des groupes et des think tanks jusqu'aux forums en passant par des structures institutionnelles ou informelles comme les centres ou les laboratoires, les observatoires, les associations généralistes ou spécialisées, etc.

Si la dynamique, certes relative, de la recherche observée au cours des années 70 a pu être imputée à la place valorisée de l'université, le rôle joué, dans les années 70-80, par l'Association des économistes marocains (AEM) n'en est pas moins important au niveau du regroupement des membres et au plan de l'organisation du débat sur la scène publique. Bénéficiant de conditions particulières (chercheurs en nombre limité et peu spécialisés), l'AEM a pu contribuer, jusqu'à 1998, à équiper le champ de la discipline à travers les manifestations scientifiques (colloques, tables rondes, conférences) et les publications (revue *Annales marocaines d'économie*, actes de colloques et de tables- rondes).

Se plaçant sur un terrain plus disciplinaire (la science économique plutôt que les économistes) et plus ouvert sur le pluralisme des paradigmes, l'Association marocaine de sciences économiques (AMSE), créée en juin 2006, affiche dans l'Argumentaire de sa fondation un objectif explicite de constitution, de coordination et d'animation du champ de la discipline: «L'objectif (...) correspond à une double justification: la première a trait à la vitalité du paradigme économique, à la diversité croissante des programmes de recherche, à la sophistication des principes méthodologiques, aux relations de plus en plus intenses entre découvertes théoriques et politiques économiques au plan international. La seconde renvoie à la carence des dispositifs de coordination et d'organisation de la discipline au niveau national: l'involution de la recherche économique au Maroc, notamment à l'Université, est sans doute liée à des facteurs plus essentialistes, mais pour faire face aux enjeux, scientifiques et réels, de ce début de siècle, la communauté des économistes marocains est appelée à élaborer et valider une stratégie de recherche scientifique, à définir les modes de fonctionnement propres à leur champ disciplinaire et à construire les interactions intra et interdisciplinaires.»

Toutefois, cette tension vers l'organisation et la coordination du champ de la discipline peut demeurer insuffisante sans légitimation du principe d'évaluation par les pairs et sans assomption des règles du jugement et de la critique.

3.2. Dispositifs d'évaluation: défiance et défection

i) **Une perspective récente.** Le dispositif mis en place (ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Formation des cadres et de la Recherche scientifique, *Rapport d'activité 2006-2007*)

concerne les projets proposés à la suite d'un appel à propositions. Une commission nationale formée d'experts est constituée à cet effet sur la base de la procédure suivante :

- définition des termes de référence ;
- lancement de l'appel d'offres ;
- sélection des projets retenus pour le financement.

Les projets retenus sont assujettis à une contractualisation sur trois ans pour l'exécution. Un suivi de l'exécution en cours et à la fin des projets est assuré pour évaluer les performances et les applications des résultats escomptés ainsi que les difficultés que les projets ont eu à affronter.

Une évaluation de l'ensemble du système de recherche scientifique et technique du Maroc est en cours de réalisation, avec l'aide de l'Union européenne.

Neuf équipes d'experts européens et marocains travaillent dans les domaines suivants : recherche pharmaceutique, médicale, paramédicale et hospitalière ; agronomie, agriculture, sciences vétérinaires, forêts ; sciences de la mer, aquaculture et pisciculture ; physique des hautes énergies et du nucléaire, télécommunications, satellites et espace ; informatique appliquée et sciences de l'information ; activités minières, géologie appliquée et hydrogéologie ; environnement et énergie ; travaux publics, aménagement du territoire, urbanisme et traitement de l'eau.

ii) Des publications sans comité de lecture. Selon Jean-Marc Schlenker (2005) « on peut tenter d'évaluer la qualité générale de la recherche fondamentale (...) en utilisant trois types d'indicateur, classés par ordre croissant d'« excellence ».

- Le nombre total de publications dans les « revues internationales » à comité de lecture.
- Le nombre total de publications dans les « revues les plus cotées » qui « publient en général les découvertes les plus marquantes », après évaluation par des « référés » compétents.

L'impact produit par les articles publiés est en général mesuré par le nombre de « citations » fourni par des sociétés spécialisées dans la bibliométrie, comme Thomson ISI. L'auteur cite les comparaisons internationales suivantes pour la période 2000-2004 : « La part de la France dans les publications mondiales répertoriées est évaluée à 6,18 %, avec des variations importantes entre les disciplines, des « sciences sociales » (1,76 %) aux mathématiques (11,79 %) en passant par l'économie (3,83 %), l'informatique (5,28 %) ou la physique (8,43 %). Par comparaison, les États-Unis publient 34 % des articles, la Grande-Bretagne 9,17 %, l'Allemagne 8,81 %, la Suisse 1,85 % ».

- Le nombre de prix Nobel « scientifiques » (en physique, chimie, médecine ou économie) qui constitue « une indication sur la recherche de très haut niveau ». Sur la période 1996-2005, 68 prix Nobel ont été attribués aux États-Unis contre 8 en Grande-Bretagne, 4 au Japon, 2 en France et 2 en Suisse. Au cours des 20 dernières années, les États-Unis ont reçu 121 prix

Nobel scientifiques contre 9 à la Grande-Bretagne, 7 à l'Allemagne, 7 à la Suisse et 6 à la France.

Au Maroc, on ne dispose guère, pour la discipline économique comme pour les autres disciplines scientifiques, d'indicateurs sur la qualité des publications en termes à la fois d'impact interne (sur les chercheurs) et externe (sur l'environnement économique) et de classement international.

Mais au-delà des instruments d'évaluation (bibliométrie, indice des citations, etc.), ce qui constitue une *anomalie structurelle* du système de publication, c'est, outre l'absence de supports éditoriaux, son fonctionnement sans « comité de lecture » et sans évaluation par des rapporteurs (*Peer Review*).

L'évolution éditoriale a même enregistré, eu égard à la norme scientifique, un net recul. Certes, les revues des facultés des sciences juridiques, économiques et sociales (tableau 7) ont été toutes dotées d'un comité scientifique, toutefois les problèmes de retard et d'irrégularité dans les rythmes de parution ont fini par les décrédibiliser aux yeux des chercheurs et des étudiants. Certains numéros, publiés avec un retard de deux à trois ans en moyenne, ne semblent même pas répondre aux conditions minimales de publiabilité.

Cette évolution tranche avec la « dynamique » éditoriale des années 60 et 70 autour, notamment, du *Bulletin économique et social du Maroc (BESM)*. Constituant un exemple de rigueur et d'exigence en matière de procédure d'acceptation des articles, cette dernière publication a contribué de façon non négligeable à diffuser au sein de la population des doctorants les normes requises par une publication scientifique dans le domaine des sciences sociales, en général, et des sciences économiques, en particulier. Espace éditorial pluridisciplinaire (économie, sociologie, droit, etc.), l'impact du *BESM* sur les travaux de thèse est significatif, comme peut en témoigner un relevé des citations des articles publiés.

Les publications par des économistes marocains dans des revues internationales ont également connu un début de développement grâce à l'*Annuaire de l'Afrique du Nord* (revue du CNRS en France) dont le champ éditorial pluridisciplinaire (économie, droit, sciences politiques) couvre les pays du Maghreb.

La prise en compte des principes en vigueur dans le domaine des publications scientifiques (l'exemple de la revue *Critique économique*) est commandé aujourd'hui par les conditions d'habilitation ainsi que par les nouvelles dispositions de la réforme des études doctorales et en particulier celle relative à l'obligation de publier (au moins deux articles) dans des revues à comité de lecture.

Toutefois, de façon générale, l'évaluation demeure encore au Maroc un exercice périlleux mettant en jeu la question de la légitimité de l'évaluateur qu'une logique de *défiance tacite* tend à disqualifier.

iii) Une logique de défiance. De fait les comportements de défiance vis-à-vis du principe d'évaluation concernant l'ensemble des activités de production scientifique donnant lieu à des publications (articles, ouvrages,

chapitres d'ouvrage, etc.). Les éditeurs généralistes ne disposant pas de comités de lecture, les choix en matière de publication d'ouvrages se limitent la plupart du temps à la qualité universitaire de l'auteur, quand ce dernier ne prend pas tout simplement en charge la totalité des frais d'édition. En l'absence d'éditeurs dotés de structures dédiées en matière d'évaluation scientifique (type presses universitaires), les besoins du marché, notamment des étudiants, imposent par un jeu de « sélection adverse » des publications « à compte d'auteur » (manuels, thèses) qui peuvent être sujettes à caution. Outre une incertitude sur le contenu de ces publications, les stratégies de publication, liées à la carrière, ne peuvent dans ces conditions que renforcer, par itération, les processus d'autoréférentialité et d'entropie négative qui caractérisent le régime de recherche à l'œuvre dans la discipline.

Bref, sur un plan plus fondamental, l'aversion pour l'épreuve d'évaluation a partie liée avec l'absence – évoquée précédemment – de « communauté de pratique » (en résonance avec l'absence du champ économique au sens de Bourdieu), celle-ci apparaissant plutôt comme un ensemble d'individus sans lieux, sans liens et sans enjeux.

Tableau 7

Revues à comité de lecture : généralistes et pluridisciplinaires

Titre	Editeur	Champs	Catégorie
<i>BESM</i>		– Economie – Sociologie – Anthropologie – Droit	– Pluridisciplinaire – Sociologie critique... – ... et critique de l'économie politique (années 60-70)
<i>Revue juridique, politique et économique</i>	Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, Université Mohammed V-Agdal, Rabat	– Droit privé – Droit public – Economie	– Pluridisciplinaire – Universitaire – Sans orientation théorique
<i>Revue marocaine de droit, d'économie et de gestion</i>	Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, Université Hassan II-Aïn Chock, Casablanca	– Droit privé – Droit public – Economie – Gestion	– Pluridisciplinaire – Universitaire – Sans orientation théorique
	Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, Université Mohammed Ben Abdellah, Fès	– Droit privé – Droit public – Economie	– Pluridisciplinaire – Universitaire – Sans orientation théorique
<i>Revue marocaine d'économie et de droit comparé</i>	Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, Université Cadi Ayyad, Marrakech	– Droit privé – Droit public – Droit comparé – Economie	– Pluridisciplinaire – Universitaire – Sans orientation théorique
<i>Critique économique</i>		Economie	– Généraliste – Hétérodoxie et économie critique – Approches théoriques et empiriques – Ouverture sur les chercheurs étrangers

iv) **Des comportements de défection.** La logique de *défiance* qui vient d'être décrite n'est pas sans engendrer chez nombre de chercheurs des comportements de *défection* (Hirschman, 1970). La recherche n'étant pas un facteur pris en compte de façon pondérée dans l'évolution des carrières des enseignants, les propositions soumises à la procédure des référés demeurent limitées en comparaison avec les publications sans comité de lecture ou à compte d'auteur.

Mais, au-delà de l'aversion au « risque » que représente le principe d'évaluation, le comportement de défiance peut se traduire par une atonie du débat et de la controverse entre les chercheurs et par une faible résonance dans l'environnement économique. En effet, si on excepte les soutenance de thèse qui peuvent donner lieu à des échanges critiques avec le candidat et, indirectement, entre les membres du jury, le débat semble occuper aujourd'hui une place réduite, à la différence des deux premières trajectoires décrites précédemment qui étaient marquées par une confrontation doctrinaire et théorique plus ou moins intense entre les approches en termes d'économie standard et les travaux participant des hétérodoxies, notamment marxiste et keynésienne.

Le repli des chercheurs, particulièrement frappant lorsqu'on mesure leur part dans les publications internationales, notamment anglo-saxonnes, a pour corollaire une tendance manifeste à l'involution de la recherche fondamentale et de faibles possibilités de traduction et de valorisation de ses résultats théoriques en objectifs pratiques de développement et en recherche opérationnelle.

3.3. Réseaux de valorisation : des acteurs sans traduction

Selon la théorie de la *traduction* (Callon, 1986) et de l'*acteur-réseau* (Latour, 2006), le fonctionnement productif d'une configuration implique non seulement une connexion entre les acteurs mais surtout une traduction des objectifs généraux de l'action collective (un bien commun) en termes d'objectifs particuliers (incitations individuelles) des différents acteurs engagés dans l'action commune. De par son objet et son dispositif méthodologique, la recherche en sciences économiques est tout à fait qualifiée pour transformer ses découvertes scientifiques (Malinvaud, 1996) en applications dans les domaines, à la fois micro- et macro-économiques, du génie industriel (Hollard, 1994), de l'innovation, des apprentissages, des compétences, etc. Au Maroc, les exigences de développement rural et urbain et les enjeux de la modernisation des systèmes de production et de gestion ouvrent, à l'heure de la mondialisation et des réseaux, des perspectives encore plus amples à une recherche tirée par le partenariat université-entreprise et enchâssée dans un système social d'innovation.

i) **Une déconnexion université/entreprise.** Les nouveaux textes régissant l'enseignement supérieur et la recherche scientifique prévoient une série

d'actions et de mesures spécifiques de nature à améliorer les conditions incitatives de la valorisation des résultats de la recherche et à soutenir les initiatives innovatrices des entreprises :

- mise en place de cellules d'interface universités-entreprises ayant pour tâche d'identifier les besoins de recherche dans les entreprises, de faire connaître le potentiel de recherche des laboratoires universitaires et de permettre la promotion du développement technologique;

- création d'un nouveau type de partenariat tel que le groupement d'intérêt public (GIP) entre les établissements de formation et de recherche et les entreprises publiques ou privées;

- création d'incubateurs d'entreprises implantés à l'intérieur ou à proximité des universités et au sein des centres de recherche et qui auront pour mission, d'une part, d'aider à la création d'entreprises innovantes et, d'autre part, de faire bénéficier l'université de liens renforcés avec les entreprises privées *via* le transfert de technologie;

- valorisation des ressources humaines à travers la mobilité des chercheurs vers les entreprises publiques et privées.

- mise en place de réseaux de diffusion technologique (RDT) qui sont des réseaux de compétences (prospecteurs + experts) à même de démarcher l'entreprise, d'identifier ou faire émerger ses besoins en mise à niveau (en particulier technologique) à travers la réalisation de pré-diagnosics industriels;

- création du réseau de génie industriel (formation au pré-audit, formation des formateurs, etc.) ayant pour objectif d'intervenir à court terme auprès des entreprises pour les aider à développer des avantages compétitifs, de répondre aux besoins des entreprises en matière d'actions de progrès, d'appuyer le réseau de diffusion technologique en tant que membre et prestataire de services.

Au sein de la configuration de partenariat université/entreprise, la recherche peut jouer un rôle décisif dès lors que l'architecture institutionnelle est celle d'un système social d'innovation (Amable, Barré, Boyer, 1997) articulant connaissance (économique en l'occurrence), innovation (managériale, organisationnelle, etc.) et production (industrielle, de services, etc.) et conjuguant bien public et incitation au privé.

ii) **Un système social d'innovation quasi inexistant.** « Dans la lignée des analyses des déterminants institutionnels du changement technique, des travaux récents se sont attachés à montrer la pertinence de la notion de *Système national d'innovation* (SNI) pour rendre compte des fortes différenciations nationales au sein des pays industrialisés ainsi qu'entre ces derniers et les pays en voie d'industrialisation. De la même façon, on a pu montrer le rôle de l'organisation des systèmes financiers sur la nature des innovations. Pourtant, dans la plupart des cas, ces comparaisons internationales ont été menées à travers des études de cas, juxtaposant des expériences nationales, sans réelle comparabilité des analyses et des données. Par ailleurs, il n'est pas évident

que ces systèmes opèrent encore tous sur une base nationale, puisque certains peuvent s'épanouir au niveau directement international, d'autres au contraire trouver leur efficacité dans l'équivalent de districts industriels. Voilà pourquoi la notion de *Système social d'innovation* (SSI) a été préférée à celle de *Système national d'innovation*, puisqu'elle laisse ouverte la question de l'espace sur lequel opère ce système.» (Amable, Barré et Boyer, 1997).

Le SSI articule, selon les auteurs, trois sous-systèmes (p. 145 et suiv.):

- un *sous-système science* fondé sur les «spécialisations dans les disciplines» (mathématiques, physique, chimie, médecine, biologie, sciences de l'ingénieur, etc.) et sur «la part des publications scientifiques rapportée au PIB»;
- un *sous-système technologie* fondé sur les «spécialisations dans les secteurs» (biens d'équipement, infrastructures, chimie, pharmacie, électronique, secteurs intensifs en ressources naturelles, secteurs intensifs en ressources humaines, etc.) et sur «la part des brevets rapportée au PIB»;
- un *sous-système industrie* fondé sur «le taux d'auto-suffisance dans les secteurs» et sur la «contribution relative au solde dans les secteurs».

Au Maroc, comme dans l'ensemble des pays en voie de développement, les SSI (ou SNI) sont quasi inexistants. Participant d'un nombre très limité de laboratoires, d'entreprises publiques et de grands groupes privés, les rares innovations produites «ont pour objet la réduction de la consommation de produits, des économies de procédés ou d'équipements, ainsi que la substitution de certains produits par d'autres» (Bouoiyour, 2003).

iii) Des *spillovers* limités. L'économie de la connaissance est caractérisée par un dilemme «qui oppose l'objectif social d'assurer un usage efficient de la connaissance, une fois celle-ci produite, à l'objectif de fournir une motivation idéale au producteur privé» (Foray, 2000, p. 59). Le niveau insuffisant de l'investissement privé, du point de vue de la société, est lié au problème de *bien public* (Arrow, 1960) à l'origine d'un phénomène de *défaut d'incitation* au privé: le rendement marginal privé espéré est inférieur au rendement social. Dans la réalité, le dilemme de connaissance ne se pose vraiment que dans la mesure où la connaissance est un *bien cumulatif* passant «du monde des biens de consommation à celui de la production» (Foray, 2000, p. 66).

Dans ces conditions, une des solutions au dilemme dans le domaine de la production de la connaissance peut résider, en référence à Coase (1960), dans la création d'entités collectives permettant «d'internaliser les externalités» de la connaissance (accord de R et D, centre technique, consortium de haute technologie) et de générer des *spillovers* ou retombées positives, en termes d'innovation, sur le monde de la production.

Le secteur privé prend en charge l'activité de recherche lorsque les rendements espérés sont supérieurs à un niveau minimal (espérance commerciale, coûts fixes de la recherche, possibilité de contrôler la nouvelle connaissance, etc.). Quant au secteur public, il prend en charge l'activité de recherche ayant un fort rendement social mais dont le rendement privé est sous le seuil minimum (Foray, 2000).

En référence à des indicateurs relatifs aux pays de l'OCDE (Amable, Barré et Boyer, 1997), on peut distinguer deux modalités divergentes de régulation du SSI :

- *régulation non-marchande ou publique* : importance relative de l'industrie (biens d'équipement, infrastructures), faible poids des services, ratio brevets/PIB élevés, R et D industrielle/PIB élevée, grande importance des coopérations technologiques public/privé et entre firmes, ressources financières disponibles pour la technologie, faible importance de l'investissement international, gestion dans une perspective de long terme, démarche qualité, importance de la formation continue, relative stabilité de l'emploi, etc. ;

- *régulation marchande ou privée* : fort secteur des services, faible poids relatif de l'industrie, faible R et D publique/PIB, faible qualité des technologies de production utilisées, peu de perspectives de long terme dans la gestion, importance de la propriété intellectuelle, flexibilité externe du marché du travail, etc.

Pour le Maroc, compte tenu d'une trajectoire marquée (Zekri, 1991) par une trop faible implication du secteur privé dans la production de la connaissance – en raison entre autres du *défait d'incitation* – la régulation publique semble s'imposer comme un passage obligé permettant de transformer la connaissance de *bien public en bien cumulatif* et, par conséquent, de générer une utilité espérée pour le privé. Cette dernière modalité de régulation est appelée à se poursuivre, voire à se redéployer sur l'ensemble des sous-systèmes et, de façon prévalente, dans les champs de production des infrastructures et des nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'absorption dynamique de la connaissance, l'alphabétisation et l'investissement dans le capital humain.

Mais en raison de l'ampleur des investissements requis, les sous-systèmes économie-industrie et science (économique) impliquent une co-régulation à la fois marchande et non-marchande (publique/privée) que justifient, par ailleurs, outre le principe d'efficacité et de rentabilité, les stratégies d'alliance avec les groupes étrangers. La régulation privée ou marchande de la connaissance et de l'innovation, quant à elle, est depuis la moitié des années 90 plus significative dans les deux sous-systèmes économie/industrie (notamment le textile-habillement, le tourisme, l'artisanat) et ressources humaines (valorisation des ressources humaines et des compétences, alphabétisation fonctionnelle).

La dynamique connaissance/innovation/production pose la question, récurrente tout au long de ce rapport, de la pertinence de la recherche en sciences économiques qui renvoie, à son tour, à la validité de la recherche et à sa dynamique interne.

Tableau 8

**Système social d'innovation : un acteur-réseau
à dominante publique**

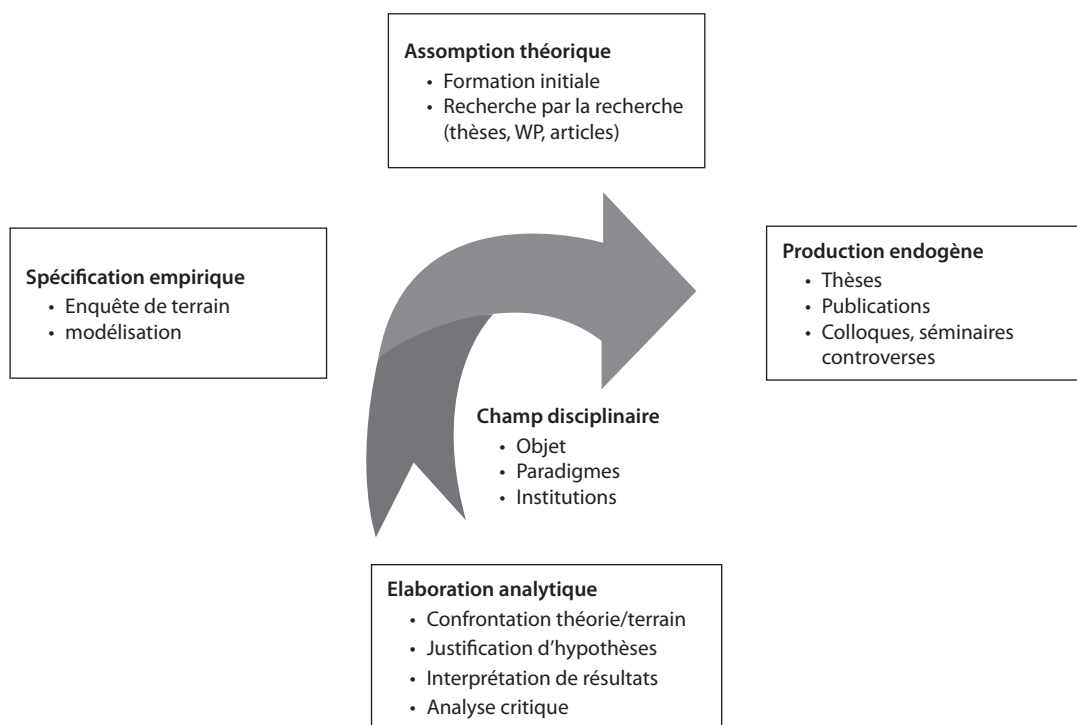
Sous-système	Champs d'application	Modes de régulation
Economie/industrie	Infrastructures, NTIC Agro-alimentaire Textile-habillement Chimie et parachimie IMME Tourisme Artisanat Création d'entreprises	Public Public/privé Privé IDE Sous-traitance ONG Coopération internationale
Sciences économiques et de gestion	Economie appliquée Organisation industrielle Sciences agricoles Economie des territoires Développement durable Gestion publique Management des entreprises Finance de marché	Public Public/privé Coopération internationale
Ressources humaines	Alphabétisation fonctionnelle Main-d'œuvre qualifiée (moyenne et haute) Cadres supérieurs, managers, entrepreneurs Formation continue	Public Privé ONG
Financement	Laboratoires, réseaux R/D Pépinières, incubateurs Colloques, publications	Public Public/privé Privé IDE
Innovation	Production/appropriation dynamique de la connaissance et de la technologie Diffusion ONG Veille technologique Knowledge management	Public/privé Coopération internationale

iii) **Une boucle involutive.** La traduction des objectifs de la recherche en termes d'usages productifs et d'applications professionnelles requiert – on l'a dit – un ancrage profond et durable dans un réseau d'innovation associant l'Etat, l'entreprise, les collectivités territoriales, l'université et les centres de recherche. Au sein de cet *acteur-réseau*, l'université doit jouer le rôle principal en sa qualité de processeur de connaissance fondamentale et théorique que l'économie en général et les entreprises en particulier opérationnalisent en modèles productifs et en systèmes intégrés. La question de la pertinence de la recherche, c'est-à-dire sa valeur d'usage pour l'économie, est dès lors indissociable de celle ayant trait à la validité des assumptions théoriques et à la robustesse des résultats et des inférences.

Sans s'appesantir, l'examen esquissé des différentes séquences de la recherche en économie et en gestion met en évidence un enchaînement peu vertueux où les faibles apprentissages de base, ajoutés aux vicissitudes du terrain, s'organisent en « simple boucle » (au sens de Argyris et Schön, 1996) conduisant à terme à des situations d'involution de la recherche.

Figure 2

Le circuit vertueux de la recherche



4. Forces et faiblesses

Les pouvoirs publics ont lancé, en 2006, une « enquête nationale sur le potentiel scientifique et technique » (secrétariat d'Etat chargé de la recherche scientifique, 2007) visant l'élaboration d'une base de données relatives aux structures de recherche, aux ressources humaines et financières, aux activités de recherche et de production scientifique et d'indicateurs des sciences, des technologies et de l'innovation. S'inspirant du Manuel de Frascati (outil de base de l'OCDE), cette enquête doit déboucher sur un dispositif d'appréciation des processus de recherche fondamentale, des conditions d'exercice de l'activité scientifique et de ses applications.

Dans la même optique, l'étude sur «la recherche en sciences sociales et humaines» (Cherkaoui, 2007) établit pour la première fois au Maroc un «état des lieux» de la configuration de la recherche et des chercheurs au Maroc en sciences sociales, prolongeant le bilan réalisé en 2002 sur les sciences exactes (Wasat, 2002).

Dans les développements qui suivent, on tentera d'abord de relever, dans le prolongement des analyses précédentes, quelques lignes d'analyse relatives aux forces et faiblesses de la recherche en sciences économiques. Ensuite, dans la même optique, les éléments de la matrice SWOT (Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats) recueillis auprès d'un groupe de doctorants en sciences économiques (20 au total) permettent de mettre en perspective les points de tension et de dynamisation de la recherche.

4.1. Forces

i) **Reconfiguration institutionnelle.** La réforme en cours de l'enseignement supérieur et la structuration de la recherche au sein des universités instituant les règles de constitution, de fonctionnement et de financement (appui aux projets, bourses aux doctorants) des équipes, laboratoires et centres de recherche sont susceptibles d'opérer un recentrage autour de l'activité de recherche. Les centres d'études doctorales peuvent constituer désormais un lieu d'apprentissage collectif de la recherche pour les doctorants, un espace de production et d'animation de la recherche académique et un cadre institutionnel pour la constitution d'un milieu scientifique en interaction avec la recherche internationale et générant des *spillovers* sur l'environnement économique et social. Mais il y a lieu de souligner que la perspective ainsi ouverte par cette reconfiguration prend appui sur une dynamique individuelle et une pratique spontanée de la recherche.

ii) **Une pratique individuelle et libre.** Il a été mis en évidence dans ce rapport le caractère individuel et isolé de la recherche économique, en général, et de la recherche universitaire, en particulier. Une telle modalité pour ainsi dire atomistique, perçue plus loin plutôt comme une faiblesse, n'a pas manqué de donner lieu – on l'a vu – à des travaux de qualité, en termes à la fois d'effet de connaissance et de pertinence par rapport à la réalité économique du pays. Fondée sur une procédure très flexible, le travail de thèse a pu bénéficier par le passé d'une grande marge de liberté et de responsabilité individuelle dans la gestion de l'acte de recherche par le doctorant : élaboration de problématiques et d'hypothèses de recherche, définition du cadre d'analyse et revue de la littérature, choix du terrain, établissement du plan rédactionnel, fixation du calendrier de travail, de l'encadrement, voire organisation de la soutenance (membres du jury, date, etc.). Des routines d'apprentissage de la recherche par la recherche se sont installées comme autant de solutions pratiques et individuelles aux multiples insuffisances des infrastructures collectives de recherche au sein comme hors

les universités. Parallèlement, l'accumulation individuelle sur des thématiques de recherche fort éclatées préfigure un programme de recherche ouvert et constitue une étape vers une pratique plus collective et plus organisée de la recherche universitaire.

iii) Un programme de recherche plus ouvert et des apprentissages plus collectifs. L'économie marocaine demeure sous-analysée, comme le montre la revue des thèses réalisées jusqu'à présent. Il a été également suggéré dans le présent rapport l'existence, *en creux*, du champ de la discipline économique dans ses rapports à la fois aux exigences de développement de la discipline et aux besoins de la société en termes de décryptage de la réalité et de connaissance de ses fonctionnements. Par ailleurs, l'analyse de l'évolution thématique des travaux de thèse a montré, outre une dispersion des problématiques abordées, un faible niveau de saturation et un effet de connaissance limité.

Bref, le champ reste ouvert, et les perspectives de rendements croissants peuvent constituer un réel catalyseur pour penser une stratégie globale de recherche scientifique, élaborer des programmes de recherche (au sens de Khun, 1970), mobiliser des collectifs de chercheurs, monter des contrats de recherche dans le cadre d'un système social d'innovation, dynamiser les structures d'organisation et d'ingénierie de la recherche, animer l'espace d'échange et de débat scientifique, faire émerger un *milieu scientifique* incorporant les normes de fonctionnement et les standards internationaux (traditions, routines, normes, etc.) admis au sein de la communauté scientifique des économistes.

L'ouverture du champ économique se traduit aussi par les tendances intra et interdisciplinaires aux sciences sociales.

iv) Une approche généraliste mais pluridisciplinaire. L'ouverture intra et interdisciplinaire de la recherche économique au Maroc peut être appréhendée, de façon positive, par rapport aux possibilités cognitives offertes par l'emprunt aux autres approches en sciences sociales et humaines. De fait, la nature *composite* et complexe des fonctionnements économiques commande une prise en compte des multiples dimensions non économiques et un dépassement des approches économicistes pures réduisant les agents à de simples « idiots rationnels » (Sen, 1987) dépourvus de toute qualité d'engagement.

L'emprunt est de nos jours fréquent aux sciences exactes (la physique quantique, les neurosciences, les sciences cognitives, etc.) et davantage encore aux sciences humaines et sociales (psychologie des comportements, anthropologie, sociologie, histoire, philosophie), et nombre d'avancées théoriques dans le domaine de l'économie sont imputables aux apports externes.

4.2. Faiblesses

i) **Plus qu'une pénurie de moyens, un défaut de coordination...**
L'insuffisance de moyens (logistique, système d'information, financement, etc.), sans cesse soulignée par les chercheurs au-delà de la communauté des économistes et établie par les pouvoirs publics dans des diagnostics récurrents, est certes un facteur débilitant, mais il n'est pas insurmontable, nonobstant un processus de rationalisation et d'optimisation de l'existant prévu en 1999 par la Charte nationale d'éducation et de formation. Rappelons les préconisations essentielles de ce document de base (levier 11) : « Les moyens consacrés à la recherche scientifique et technique devraient être accrus pour atteindre vers la fin de la décennie au moins 1 % du produit intérieur brut. La création d'un fonds national de soutien à la recherche et de l'innovation permettra de collecter les subventions de l'Etat, les contributions des entreprises publiques et privées, les dons des particuliers et les allocations provenant de la coopération internationale. Des dispositions légales seront prises pour assurer une gestion souple et transparente des fonds alloués à la recherche sur la base de programmes pluriannuels. » « Un rapport d'évaluation sera publié tous les deux ans (...). Ce rapport devra permettre de faire connaître les résultats des actions des différentes unités et leurs contributions aux objectifs généraux assignés à la recherche et à l'innovation (ainsi que) le produit et l'utilisation des ressources affectées au fonds de soutien. » « Une priorité sera accordée dans l'allocation des ressources de ce fonds aux projets qui renforcent la collaboration entre l'université et l'entreprise, notamment par le financement de projets de recherche-développement initiés par des entreprises et impliquant un laboratoire de recherche universitaire et le financement de thèses de doctorat en entreprise sur des sujets proposés et cofinancés par cette dernière. »

Force est de constater que, mis à part l'effort budgétaire (0,7 % du PIB), la dynamique de mobilisation des ressources dédiées à la recherche continue d'être « plombée » par les rigidités institutionnelles (rubriques budgétaires, contrôle *a priori*, etc.) et procédurales (lenteurs administratives, opacité, etc.), les opportunités de co-financement de la recherche, notamment dans le cadre de la coopération internationale (Tempus Méda à titre d'exemple), se trouvant de ce fait désamorçées et découragées.

De façon plus générale, si la problématique de financement de la recherche au sein de l'université est à rattacher aux difficultés de mise en œuvre du principe de l'autonomie de l'université, il n'en demeure pas moins que, sans une coordination efficiente des infrastructures de la recherche, les coûts de transaction supportés par les chercheurs individuels et collectifs ne peuvent être que renforcés par l'absence d'ingénierie de la recherche.

ii) **... et d'ingénierie de la recherche.** Les vicissitudes ayant trait à la collaboration entre l'université et l'entreprise (financement de projets de recherche-développement initiés par des entreprises et impliquant un

laboratoire de recherche universitaire, financement de thèses de doctorat en entreprise sur des sujets proposés et cofinancés par cette dernière) font l'objet de deux « représentations » dissonantes : pour les chercheurs universitaires, les entreprises marocaines sont, en moyenne, peu sensibles aux implications directes et immédiates d'un programme de recherche scientifique lorsque tout simplement elles manquent de structures de « veille » ou d'« intelligence » économique à même de capturer les *spillovers* générés, en termes d'innovation, par la recherche-développement. En revanche, du point de vue des entreprises, c'est l'Université qui, ne disposant pas de programmes pertinents de recherche-action (ou de recherche-intervention) à proposer, ne parvient pas à convaincre le monde économique du contenu appliqué, opérationnel et rentable induit par la recherche théorique.

Le jeu coopératif, selon une logique « gagnant-gagnant » entre l'université et l'entreprise dans le domaine du financement de la recherche, implique la mise en œuvre d'un système social d'innovation tel qu'il a été esquissé plus haut renvoyant au principe de co-définition de programmes de recherche par les deux sous-systèmes (université et économie). En amont, il est une autre faiblesse incombant à l'université et en particulier à ses structures de recherche qui concerne les conditions de traduction des objectifs de recherche en objectifs appliqués et de montage opérationnel et de *business plan* (offre technique, estimation financière, calendrier d'exécution, etc.). À défaut d'un tel dispositif d'ingénierie de la recherche, maints programmes de recherche-développement peuvent s'avérer irrecevables, quand bien même leurs retombées espérées seraient réelles au niveau socio-économique.

iii) Des carences propres au milieu scientifique. Ces derniers développements ne doivent pas toutefois conduire à une focalisation des faiblesses de la recherche en sciences économiques au Maroc sur le seul curseur « exogène » des moyens, en général, et des déficiences de la coordination, voire de la communication, du marketing et de la vente de projets de recherche par les chercheurs, en particulier. Le ver est pour ainsi dire dans le fruit, et les carences « endogènes », propres au milieu scientifique, ne sont pas moins pointées du doigt. En effet, sur un plan strict, on peut observer une altération à la fois de l'objet et des objectifs, de la production et des flux, des lieux et des liens propres à la fois à la discipline et à la communauté.

Tout d'abord, il importe de noter que les travaux réalisés jusqu'à présent procèdent davantage de tâtonnements individuels que d'un processus d'élaboration collective de programmes de recherche, intégrant à la fois les enjeux de la globalisation et les avancées de la discipline au niveau international.

Ensuite, les faibles rythmes de production de travaux de recherche, (thèses, documents de travail, etc.) et de publications (articles, chapitres d'ouvrage, ouvrages) non seulement ne favorisent guère l'entrée dans le milieu des jeunes chercheurs mais tendent à maintenir stationnaire *la croissance* du « marché » scientifique, à peser sur la *convergence* théorique et cognitive et

à réduire *la complémentarité* entre les compétences mises en commun. En articulant champ et communauté scientifique, le *régime de recherche* met en jeu un dispositif cognitif collectif (Favreau, 1989), une matrice de liens entre les membres, c'est-à-dire une modalité heuristique donnant lieu à l'épreuve, à la controverse, au débat, à la réfutation et ayant pour finalité d'endogénéiser les problématiques de recherche et de garantir leur pertinence dans un procès vertueux et sans fin de créativité et d'originalité (figure 2).

iv) **Un bricolage heuristique.** En l'absence d'un tel *régime de recherche* et des infrastructures qu'il suppose, les pratiques d'apprentissage prévalentes semblent participer plus d'un bricolage cognitif que d'un véritable processus heuristique. Les difficultés de formulation de problématiques de recherche, de mobilisation de cadres d'analyse appropriés, de prise de recul critique nécessaire par rapport au corpus théorique et aux données du terrain sont autant d'indices d'un découplage séquentiel entre la formation de base et la recherche proprement dite ne permettant guère de déboucher sur la maîtrise des outils méthodologiques et sur l'assomption théorique créatrice.

v) **Une faible attractivité des jeunes.** Les carences du milieu scientifique ont été accentuées dans les années 80 par le vieillissement de la population des chercheurs et le non-renouvellement générationnel. A la contrainte budgétaire relative au recrutement des jeunes enseignants-chercheurs s'est en effet ajoutée, au fil du temps, une érosion de l'attractivité de l'Université due à des possibilités de carrière en décrochage continu en comparaison avec celles prévalant dans les autres administrations, en particulier dans le privé. S'il faut certes souligner une inflexion dans la tendance (dessalement des recrutements, bourses pour les doctorants), les départs volontaires à la retraite en 2006 ont toutefois pesé lourdement sur le taux d'encadrement des thèses, ainsi que sur les structures d'accueil des jeunes chercheurs et sur les conditions heuristiques d'apprentissage de la recherche.

5. Opportunités et menaces : ce que pensent les doctorants

5.1. Opportunités

i) Une nouvelle dynamique ouverte par la réforme

- Réforme des institutions de recherche nationale et amélioration des synergies entre les universités nationales en matière de recherche.
- Possibilité de créer de nouvelles dynamiques au sein des universités grâce à des partenariats avec le secteur privé, entre l'enseignement supérieur privé et l'enseignement public, avec les universités étrangères, les centres internationaux de recherche et les agences de coopération au développement.
- Augmentation dans le PIB de la part du budget consacrée à la recherche scientifique.

- Structuration des laboratoires et création d'écoles doctorales dans le cadre du nouveau système LMD.
- Emergence de plusieurs structures de recherche.
- Création de l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques.

ii) Une mobilité internationale notamment des jeunes chercheurs

- L'ouverture sur la recherche dans d'autres pays peut favoriser des partenariats en termes de mobilité pour les jeunes chercheurs, de co-direction et de co-tutelle de thèse.
- Les programmes TEMPUS et le lancement du programme TEMPUS IV.
- Proximité des universités du Nord, d'où une position privilégiée en matière de partenariat.

iii) Nouveaux champs de recherche et impact socio-économique

- Existence de vastes champs de recherche non encore explorés.
- Nouveaux champs de recherche et d'intervention de la science économique: environnement, santé, eau, sport, etc.
- L'adhésion du Maroc à l'OMC, la signature des accords de libre-échange avec l'Union européenne, les USA, la Turquie etc., les changements structurels du tissu économique et social posent une série de problèmes complexes qui appellent de nouvelles réponses appropriées: le rôle de la recherche en sciences économiques est essentiel à l'efficacité de l'action publique.
- Utilité de la recherche économique en relation avec l'innovation: par l'amélioration de la base des connaissances socio-économiques, la science économique permet de mieux appréhender les comportements et les contextes humains et sociaux et de réduire les incertitudes sur l'introduction des innovations et des changements accompagnant le processus de développement du Maroc.
- L'impact de la recherche en sciences économiques est de plus en plus sensible dans les sphères politiques, économiques et sociales.

5.2. Menaces

i) Des moyens insuffisants eu égard aux besoins futurs

- Réduction du nombre des professeurs et du niveau d'encadrement suite à l'opération départs volontaires.
- La pression pédagogique sur le corps enseignant produisant un effet d'éviction sur l'activité de recherche au sein des universités.
- Financement de la recherche encore très modeste.
- Efficience trop limitée des structures de recherche et des dispositifs de gestion de la recherche en général.
- Défection des enseignants-chercheurs et préférence pour l'expertise et la consultation.

- Chute des effectifs inscrits en master et en doctorat en raison de la sélection et/ou de la désaffectation des étudiants et risque de baisse du niveau.
- Incertitudes sur l'avenir des jeunes chercheurs et surtout des doctorants et problème de la relève générationnelle.
- Faible coordination en réseau des différentes structures nationales de recherche.
- Manque de revues spécialisées dans le domaine des sciences économiques.

ii) Absence de stratégie de recherche

- Lenteurs dans la mise en œuvre des programmes de recherche.
- Déficit de l'expertise scientifique nationale sur un certain nombre de sujets intéressant l'avenir du pays.
- Préférence des pouvoirs publics pour les études commandées à des chercheurs ou organismes internationaux étrangers.
- Orientation de la recherche vers le management et la gestion au détriment de la théorie économique et de l'économie politique.
- Absence de débat et de controverse entre les économistes marocains sur les problèmes économiques nationaux.
- Engouement des jeunes chercheurs pour des sujets et des thèmes de recherche « médiatisés » et « à la mode », supposés les aider à trouver un emploi aux dépens d'autres sujets plus pertinents.
- Préférence des étudiants pour les formations professionnalisantes plus courtes et plus rentables en termes d'emploi au détriment des filières recherche (sélection adverse).
- Détérioration de l'image de la recherche aux yeux des doctorants.
- Faible prise en charge des jeunes chercheurs et absence de politique visant à rendre attractif le métier de chercheur.

iii) Problèmes de terrain et de pertinence

- Inadéquation entre domaines de recherche et demande locale.
- Prédominance des approches empiriques tendant à appauvrir la connaissance théorique et approfondie de la réalité de l'économie marocaine.
- Certains sujets (politiques par exemple) demeurent encore tabous et ne peuvent être abordés par la recherche scientifique.
- Prédominance de la langue française dans la recherche en économie à l'origine d'un « décalage » par rapport au terrain.
- Non disponibilité des données de terrain, comme par exemple les chiffres relatifs à l'entreprise.

Tableau 9

Forces et faiblesses de la recherche économique

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> – Une reconfiguration institutionnelle susceptible d’opérer un recentrage autour de l’activité de recherche. – Une pratique individuelle et libre. – Un programme de recherche plus ouvert et des apprentissages plus collectifs. – Une approche généraliste mais pluridisciplinaire. 	<ul style="list-style-type: none"> – Plus qu’une pénurie de moyens, un défaut de coordination... – ... et d’ingénierie de la recherche. – Des carences propres au milieu scientifique – Un bricolage heuristique. – Une faible attractivité des jeunes.
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> – Une nouvelle dynamique ouverte par la réforme. – Une mobilité internationale, notamment des jeunes chercheurs. – Nouveaux champs de recherche et impact socio-économique. 	<ul style="list-style-type: none"> – Des moyens insuffisants eu égard aux besoins futurs. – Absence de stratégie nationale de recherche... – ... d’interface université/économie... – ... et d’un système d’innovation. – Problèmes de terrain et de pertinence.

Références

- AGLIETTA M. (1976), *Régulation et crise du capitalisme*, Calmann-Lévy, Paris.
- ALTHUSSER L. (1965), *Pour Marx*, Maspero, coll. "Théorie", Paris.
- AMABLE B., Barré R., Boyer R. (1997), *les Systèmes d’innovation à l’ère de la globalisation*, Economica, Paris.
- AMIN S. (1970), *L’Accumulation à l’échelle mondiale*, Anthropos-Paris/Ifan-Dakar.
- AMIN S. (1973), *le Développement inégal*, Editions de Minuit, Paris.
- AOKI M. (2001), *Fondements d’une analyse institutionnelle comparée*, A. Michel, Paris, 2007.
- ARGYRIS C. et SCHÖN D.A. (1996), *Apprentissage organisationnel*, De Boeck Université, 2002.
- ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES MAROCAINS (1993), « Programme d’ajustement structurel. bilan d’une décennie », *Annales marocaines d’économie*, n° spécial, Rabat.
- AYACHE A. (1956), *le Maroc. Bilan d’une colonisation*, Editions sociales, Paris.
- AYDALOT P. (1976), « Dynamique spatiale et développement inégal », *Economica*, Paris.
- BANQUE MONDIALE (1995), *Stratégie d’assistance pour le Maroc. Education et formation au XXI^e siècle. Questions relatives à l’administration marocaine*, octobre.
- BARAN P.A. (1957), *Economie politique de la croissance*, François Maspero, Paris, 1967.
- BARAN P.A. et SWEETZ P.M. (1966), *le Capitalisme monopoliste*, François Maspero, Paris, 1968.
- BARRO R. (1997), *Determinants of Economic Growth: A Cross-Country Empirical Study*, Cambridge, Mass., MIT Press
- BECKER G.S. (1964), *Human Capital: a Theoretical and Empirical Analysis, with a Special Reference to Education*, Columbia University Press, New York.
- BELAL A. (1966), *l’Investissement au Maroc (1912-1966) et ses enseignements en matière de développement*, les Editions maghrébines, Casablanca, 1980.

- BELAL A. (1980), *Développement et facteurs non économiques*, éditions du BESM, Rabat.
- BENALI D. (1983), *le Maroc précolonial*, SMER, Rabat.
- BENAMOUR A. (1971), *Intermédiation financière et développement économique du Maroc*, les Editions maghrébines, Casablanca.
- BENASSY J.P. (1982), *Macroéconomie et théorie du déséquilibre*, Dunod, Paris.
- BERLE A. et MEANS G. (1932), *The Modern Corporation and Private Property*, Commerce Clearing House, New York.
- BERRADA M.G. (1968), *l'Entrepreneur marocain, une élite de transition*, thèse d'Etat, Université de Bordeaux, Faculté de droit et de sciences économiques.
- BETTELHEIM C. (1970), *Calcul économique et formes de propriété*, François Maspero, Paris.
- BETTELHEIM C. (1964), *Planification et croissance accélérée*, François Maspero, Paris.
- BILLAUDOT B. (2005), «La dynamique macro-économique de l'économie marocaine (1986-2003)», *Critique économique* n°15, hiver-printemps.
- BOLTANSKI L. et THÉVENOT L. (1991), *De la justification*, Gallimard, Paris.
- BONACCORSI A. (2005), «Search Regimes and the Industrial Dynamics of Science», Prime Annual Conference, Manchester, January 6-9.
- BOUOUIOUR J. (2003), «Système national d'innovation au Maroc», *Critique économique*, n° 9, hiver.
- CALLON M. (1986), «Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs en baie de Saint-Brieuc», *l'Année sociologique*, 36, p. 169-208.
- CASTELLS M. (1977), *la Question urbaine*, Maspero, Paris.
- CHERKAoui M. (2007), *Rapport d'évaluation de la recherche en sciences sociales et humaines*, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rabat.
- CNJA (1991), *l'Insertion des jeunes diplômés*. Programme d'urgence, Rabat.
- CNJA (1992), *Emploi des jeunes en milieu rural*, Rabat.
- COASE R. (1937), «La nature de la firme», *Revue française d'économie*, Paris, 1987.
- COMMONS J.R. (1934), *Institutional Economics. Its Place in Political Economy*, New Brunswick & London, Transaction Publishers, 1990, 2 vol.
- COURLET C., PECQUEUR B. (1992), «Les systèmes industriels localisés en France: un nouveau modèle de développement», in Benko et Lipietz eds, *les Régions qui gagnent*, PUF, Paris.
- DEBERNIS G.D. (1966), «Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale», *Economie appliquée*, Tome XIX.
- DEBERNIS G.D. (1971), «Les industries industrialisantes et les options algériennes», *Revue tiers-monde*, n° 47.
- DUMONT R. (1978), *Paysans écrasés, terres massacrées*, Laffont, Paris.
- EL AOUI N. dir. (2000), *l'Entreprise côté usine. Les configurations sociales de l'entreprise marocaine*, éditions du GERRHE, coll. "Enquêtes", Rabat.
- EL AOUI N. (1992), *la Régulation du rapport salarial au Maroc*, éditions de la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Rabat, 2 vol.
- EL AOUI N. (1990), *la Marocanisation*, éditions Toubkal, Casablanca.
- EL AOUI N. et HOLLARD M. (2004), «Les relations professionnelles au Maroc: violence et justification», *Critique économique*, n° 12, hiver-printemps.
- EL MALKI H. (1973), *Surplus économique et développement*, Cujas, Paris.
- EMMANUEL A. (1969), *l'Echange inégal. Essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*, François Maspero, Paris.

- FAVEREAU O. (1989), « Marchés internes, marchés externes », *Revue économique*, n° 2, mars.
- FORAY D. (2000), *l'Economie de la connaissance*, La Découverte, coll. "Repères", Paris.
- FRANK A.G. (1967), *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, François Maspero, Paris, 1968.
- FREYSSINET J. (1966), *le Concept de sous-développement*, Mouton, Paris
- FRIEDMAN M. (1973), *Money and Economic Development*, New York, Praeger Special Studies in International Economics and Development.
- FRIEDMAN M. (1962), *Prix et théorie économique*, Economica, Paris, 1983.
- FURTADO C. (1961), *Développement et sous-développement*, PUF, Paris, 1966.
- GALBRAITH J.K. (1967), *le Nouvel Etat industriel*, Gallimard, Paris, 1968.
- GALISSOT R. (1964), *le Patronat européen au Maroc, 1931-1942*, Editions techniques nord-africaines, Casablanca.
- GANNAGÉ E. (1969), *Financement et développement*, PUF, Paris.
- GANNAGÉ E. (1962), *Economie du développement*, PUF, Paris.
- GAROFOLI G. (1981), « Lo sviluppo delle aree periferiche nell'economia italiana degli anni 70 », *L'industria*, vol. 2, n° 3, p. 391-404.
- GUERRIEN B. (2002), « La théorie des jeux », *Economica*, Paris.
- GUTELMAN M. (1974), *Structures et réformes agraires*, Maspero, Paris.
- HIRSCHMAN A.O. (1958), *Stratégie du développement économique*, Editions ouvrières, Paris, 1964.
- HIRSCHMAN A.O. (1970), *Exit, Voice and Loyalty*, Cambridge Mass., Harvard University Press.
- HOLLARD M. (dir.) (1994), *Génie industriel: les enjeux économiques*, PUG, Grenoble.
- HOLLARD M. et alii (2005), « L'impact de l'information Made in Morocco sur le consommateur. Un essai d'économie expérimentale », *Critique économique*, n° 15, hiver-printemps, p. 51-69.
- KALDOR N. (1962), *the Role of Taxation in Economic Development*, Wien.
- KEYNES J.M. (1936), *la Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, Paris.
- KUHN T. (1970), *la Structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, Paris, 1972.
- LAMBERT B. (1970), *les Paysans dans la lutte des classes*, Seuil, Paris.
- LAREDO Ph. (2006), « Transformation des régimes de recherche: implications pour les interventions publiques », *la Lettre de la régulation*, n° 56, décembre.
- LAROUÏ A. (1974), *la Crise des intellectuels arabes: traditionalisme ou historicisme?* Maspero, coll. "Textes à l'appui/philosophie", Paris.
- LAROUÏ A. (1980), *les Origines sociales et culturelles du nationalisme marocain (1830-1912)*, Maspero, coll. "Textes à l'appui", Paris.
- LATOUR B. (2006), *Changer de société, refaire de la sociologie*, la Découverte, coll. "Armillaire", Paris.
- LEONTIEFF W.W. (1966), *Input-Output Economics*, New York, Oxford University Press.
- Lévy-Strauss C. (1955), *Tristes tropiques*, Plon, Paris.
- LEWIS W.A. (1955), *la Théorie de la croissance économique*, Payot, Paris, 1967.
- LIPIETZ A. (1974), *le Tribut foncier urbain*, Maspero, coll. "Economie et socialisme", Paris.
- LIPIETZ A. (1977), *le Capital et son espace*, Maspero, coll. "Economie et socialisme", Paris.
- LUCAS R. (1972), « Econometric Testing of the Natural Rate Hypothesis », in Eckstein O. éd., *The Econometrics of Price Determination*, Washington D.C., Board of Governors of the Federal Reserve System.
- Mc KINNON R.I. (1973), *Money and Capital in Economic Development*, Washington, Brookings Institution.
- MALINVAUD E. (1980), *Réexamen de la théorie du chômage*, Calmann-Lévy, Paris.
- MALINVAUD E. (1996), « Pourquoi les économistes ne font pas de découvertes », *Revue d'économie politique*, n° 106 (6).

- MARSHALL A. (1890), *Principes d'économie politique*, Gramma, Paris, 1971.
- MARX K. (1867), *le Capital*, Editions sociales, Paris, 1960.
- MENDRAS H. (1976), *Sociétés paysannes. Eléments pour une théorie de la paysannerie*, A. Colin, Paris.
- MIÈGE L. (1961), *le Maroc et l'Europe, 1930-1894*, PUF, Paris.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, Direction des Sciences, *Rapport d'activité 2006-2007*.
- MYRDAL G. (1957), *Théorie économique et pays sous-développés*, Présence africaine, Paris.
- NORTH Douglas C. (2005), *le Processus du développement économique*, Editions d'organisation, Paris.
- NURKSE R. (1967), *les Problèmes de la formation du capital dans les pays sous-développés, suivi de structures du commerce international et développement économique*, Cujas, Paris, 1968.
- OUALALOU F. (1969), *l'Assistance étrangère face au développement*, les Editions maghrébines, Casablanca.
- PASCON P. (1977), *le Haouz de Marrakech*, Rabat.
- PETIT P. (2007a), « Recherche: un pacte à revoir et à compléter », *l'Economie politique*, n° 33, janvier-mars.
- PETIT P. (2007b), *Rapport de conjoncture 2006*, CNRS, section 37 « Economie et gestion » (document provisoire).
- PREBISCH R. (1950), *The Economic Development of Latin America an its Principal Problems*, New York, Nations-Unies.
- REY P.P. (1976), *les Alliances de classe*, Maspero, coll. "Textes à l'appui", Paris.
- ROSTOW W.W. (1960), *les Etapes de la croissance économique*, Seuil, Paris, 1962.
- SALAMA P. (1973), *Un procès de sous-développement*, Maspero, Paris.
- SECRETARIAT D'ETAT CHARGÉ DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (2007), *Enquête nationale sur le potentiel scientifique et technique*.
- SECRETARIAT D'ETAT CHARGÉ DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (2002), *Recherche scientifique. Bilan 1998-2002*.
- SECRETARIAT D'ETAT CHARGÉ DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, Direction des sciences (2007), *Rapport d'activité 2006-2007*.
- SEN A. (1987), *Ethique et économie*, PUF, Paris, 1993.
- SCHLENKER J.M. (2005), « De quoi manque la recherche fondamentale en France? », Notes, La République des idées, Paris, novembre.
- SINGER H. W. (1975), *The Strategy of International Development. Essays in the Economic Backwardness*, Macmillan, London.
- SOLOW R.M. (1963), *Théorie du capital et taux de rendement*, Dunod, Paris, 1970.
- Stiglitz J. (2002), *la Grande désillusion*, Fayard, Paris.
- TERRASSE H. (1949), *Histoire du Maroc: des origines à l'établissement du Protectorat français*, éditions Atlantide, Casablanca.
- TIROLE J. (1995), *Théorie de l'organisation industrielle*, Economica, Paris, 2 vol.
- WAAST R. (2002), *Evaluation du système de la recherche scientifique au Maroc*, publié aux éditions Publisud sous le titre *Maroc scientifique*, Paris, 2008.
- WENGER E.C. et Synder W.M. (2000), « Des communautés de pratique. Le nouvel horizon organisationnel », in *le Management du savoir en pratique*, Editions d'organisation, Paris, 2003.
- WILLIAMSON O.E. (1994), *les Institutions de l'économie*, InterEditions, Paris.